Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

DEPARTEMENT DE LA DROME 2022/06-27/1
VILLE DE VALENCE

Délibération du Conseil Municipal
Séance du 27 juin 2022 à 18 heures 00

Présent(e)s:
Nicolas DARAGON, Véronique PUGEAT, Franck SOULIGNAC, Annie-Paule TENNERONI, Lionel BRARD, Nathalie ILIOZER, Laurent MONNET, Cécile PAULET, Pierre-Olivier MAHAUX, Kérha AMIRI, Franck DIRATZONIAN-DAUMAS, Marie-Françoise PASCAL, Sylvain FAURIEL, Peggy OBERT, Renaud POUTOT, Laurence DALLARD, Georges RASTKLAN, Morgane SAILLOUR, Adem BENCHELLOUG, Adeline TERRAIL, Anne JUNG, Jean-Luc CHAUMONT, Nancie MASSIN, Thomas BLACHE, Claude CALANDRE, Marie-Josée SEGUIN, Pierre BREDEAU, Virginie RIOLI, Dominique REYNAUD, Gayanée MARKARIAN, Marie BALSAN, Alexandre DESPESSE, Mactar SENE, Monica FERREIRA DA SILVA, Bruno CHAFFOIS, Virginie THIBAUDEAU, Céline LUCAS, Annie ROCHE, Jean-François GALLAND, Malika KARA LAOUAR, Florent MEJEAN, Jimmy LEVACHER, Bruno CASARI

Excusé(e)s représenté(e)s :
Martine PERALDE par Franck DIRATZONIAN-DAUMAS
Michèle RAVELLI par Thomas BLACHE
Déborah REYNAUD par Renaud POUTOT
Louis PENOT par Franck SOULIGNAC
Manon BELDA par Kérha AMIRI

Absent(e)s :
Richard FRITZ

Objet :	Proposition de périmètres délimités des abords de monuments historiques (PDA)
Direction :	Département Technique et Aménagement

Vu le code du patrimoine et notamment son article L621-31,
Vu la délibération du 23 mai 2020 initiant la procédure de création du Site Patrimonial Remarquable (SPR),
Vu la délibération du 22 novembre 2021 proposant un périmètre de Site Patrimonial Remarquable (SPR),
Vu la délibération du 13 décembre 2021 arrêtant le projet de Plan Local d'Urbanisme révisé

Monsieur le Maire expose le contexte invitant à proposer une nouvelle délimitation des périmètres de protections des abords de monuments historiques.

I. Contexte et impact de la proposition

La protection des édifices ayant qualité de monument historique inscrit ou classé a pour conséquence la mise en place d'une servitude de protection des abords de ce monument. En l'absence de délimitation expresse, un périmètre de protection de 500 mètres s'applique systématiquement autour de chaque monument. A l'intérieur de ce périmètre, tous les travaux impactant l'extérieur des bâtiments sont soumis à avis de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF). Cet avis est conforme lorsque les travaux se situent en co-visibilité depuis un monument historique et simple dans le cas contraire. Cette saisine de l'ABF implique un allongement de délais pour tous les projets, que le bâtiment présente un intérêt patrimonial ou non. L'automaticité impose donc des contraintes procédurales souvent peu justifiées et mal comprises des habitants.

Face à ces incohérences, le législateur ouvre la possibilité de re-délimiter les périmètres afin de les rendre plus cohérents au regard des enjeux de préservation du patrimoine architectural,

Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

urbain et paysager propre à chaque monument. Au sein de ces périmètres dits délimités des abords, tous les travaux extérieurs seront soumis à accord de l'ABF.

La ville de Valence, compétente en matière de document d'urbanisme, peut proposer à l'architecte des bâtiments de France cette nouvelle délimitation des périmètres de protection. En concertation avec ce dernier, et dans la continuité de la procédure de création du site patrimonial remarquable (SPR), une proposition a été élaborée en ce sens. Si elle reçoit l'aval de l'ABF, elle sera soumise à enquête publique avant d'entrer en vigueur par arrêté du préfet de Région.

II. La proposition de délimitations des périmètres des abords des monuments historiques

Monsieur le Maire rappelle que la ville de Valence compte 18 monuments historiques, dont 15 situés dans le projet de périmètre de SPR. A l'intérieur de ce dernier, les périmètres de protection disparaissent à son profit. La réflexion a été posée sur les extérieurs du périmètre. Cependant, le périmètre a été travaillé en fonction des coupures urbaines et paysagères, de la densité des bâtiments à enjeux patrimoniaux et des enjeux de leur environnement. L'objectif était que le périmètre englobe tous les secteurs à enjeux autour du site inscrit. Ainsi, il ressort de cette analyse que les espaces contigus ne nécessitent pas une attention complémentaire de l'architecte des bâtiments de France via un périmètre délimité des abords.

Trois monuments historiques se situent en dehors du SPR et nécessitent une réflexion approfondie sur leurs périmètres de protection. Le dossier annexé à la présente délibération précise le contexte et justifie les propositions de périmètre, notamment eu égard à l'étude menée par le cabinet d'architecte du patrimoine Detry Levy et Associés en 2020 et 2021.

a. Villa Gayet / Domaine de Valensolles
La spécificité du domaine de Valensolles réside dans l'écrin qui le forme. Hormis le portail d'entrée et la maison du gardien, il n'existe que peu de lien entre le quartier et ce site. Aucune co-visibilité directe avec le reste du quartier n'est observée. Cette situation invite à restreindre le périmètre délimité au domaine, élargi à la propriété voisine constituant le prolongement du parc et aux bâtis contigus au portail d'entrée.
Cette réduction du périmètre s'accompagne d'un renforcement de la réglementation patrimoniale sur le reste du quartier, notamment sur la cité-jardin. Le projet de PLU révisé porte notamment cet accroissement, permettant d'alléger les contraintes procédurales existantes par ailleurs.

b. Domaine de Murat / Fontlozier
S'il vient surplomber le quartier de Fontlozier, le domaine de Murat n'offre que des cas résiduels de co-visibilité avec le reste du quartier. Le périmètre de 500 mètres est excessivement large du fait du classement du boisement. Il semble cohérent de retravailler le périmètre afin de cibler les exigences sur le secteur du quartier pouvant présenter un enjeu, notamment au niveau des points de vue offerts depuis le site. En effet, la partie ouest du domaine est actuellement constituée de pavillons dont la hauteur faible contribue à l'ouverture visuelle des jardins du domaine. La proposition de périmètre vise à conserver cet état de fait. Elle intègre en outre les propriétés contigües afin de ne pas dénaturer les abords immédiats et végétalisés du site.

c. Vestiges de l'ancienne Abbaye Saint Ruff
Situés le long de l'Avenue de Provence, au sud du parking de la comète, les vestiges de l'abbaye Saint Ruff implique une réflexion particulière afin d'assurer un traitement qualitatif de l'entrée de ville, en continuité du périmètre proposé de Site Patrimonial Remarquable. Il est proposé d'intégrer dans le périmètre délimité des abords les parcelles contigües au nord, à l'est et au sud afin d'améliorer l'écrin dans lesquels s'inscrivent les vestiges. La partie ouest n'ayant pas vocation à être urbanisée du fait de son encadrement par l'autoroute et par l'avenue de Provence, il ne semble pas pertinent d'étendre la proposition sur l'ouest.

Cette délibération a pour but d'acter la proposition de délimitations des périmètres de protection des abords de monuments historiques qui sera soumise à enquête publique avant création des périmètres par arrêté du préfet de région.

Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- De proposer à l'Architecte des Bâtiments de France les périmètres délimités des abords tels qu'annexés à la présente délibération,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à mettre en œuvre l'ensemble des procédures administratives liées à l'élaboration de périmètres délimités des abords,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :

- Proposition de délimitation de périmètre des abords des monuments historiques

Délibération adoptée à l'unanimité.

« Et ont les délibérants signé »

Publié le : 4 juillet 2022	**Pour extrait certifié conforme** **Par délégation du Maire,** **La Directrice Générale Adjointe,** MAIRIE DE VALENCE (Drôme) **Véronique DEBEAUMONT**

Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

Proposition de délimitation de périmètre des abords des monuments historiques

Présentée en Conseil Municipal - 27 juin 2022

VILLE DE VALENCE







Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

Table des matières

I. Contexte de proposition de délimitations de périmètre des abords 3

A. Objectifs de la proposition 3
B. Cadre réglementaire 4

II. Le développement de la ville de Valence 5

A. La ville intra muros : héritage de Valentia colonie romaine et des remparts médiévaux 5
B. Développement urbain hors les murs et expansion urbaine du XIXe siècle 5
C. Valence depuis le XIXe siècle 6
D. L'identité valentinoise 6

III. Site Patrimonial Remarquable : Présentation et proposition de périmètre délimité des abords 9

A. La délimitation et les justifications du périmètre 9
B. Les monuments historiques inclus dans le périmètre SPR 10
C. Le choix d'un périmètre délimité des abords restreint au périmètre SPR 11

IV. Villa Gayet: Présentation et proposition de périmètre délimité des abords 13

A. Une villa remarquable au cœur du quartier de Valensolles 13
B. Le quartier de Valensolles, enjeux des abords inclus dans le périmètre de 500 mètres 13
C. Proposition de périmètre 16

V. Domaine de Murat Fontlozier : Présentation et proposition de périmètre délimité des abords 17

A. Un domaine à la liaison du coteau boisé de Lautagne et du quartier de Fontlozier - Description Mérimée 17
B. Le quartier de Fontlozier, enjeux des abords inclus dans le périmètre de 500 mètres 17
C. Proposition de périmètre 20

VI. Ancienne abbaye de Saint-Ruf-hors-les-murs: Présentation et proposition de périmètre délimité des abords 21

A. Des vestiges marquant l'entrée de l'hyper centre - Description Mérimée 21
B. L'entrée de ville, enjeux des abords inclus dans le périmètre de 500 mètres 21
C. Proposition de périmètre 24

Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

I. Contexte de proposition de délimitations de périmètre des abords

A. Objectifs de la proposition

Le Conseil Municipal de Valence a engagé deux procédures visant à améliorer la protection patrimoniale, et plus largement à redéfinir le cadre réglementaire des projets urbains :

- Prescription de la révision générale du Plan Local d'Urbanisme le 16 décembre 2019, avec pour objectifs:

> Apaiser la ville :

- Par une urbanisation raisonnée, en protégeant les zones moins denses d'habitat pavillonnaires en coeur des quartiers, en respectant les spécificités et l'identité de chaque quartier et en stoppant l'étalement urbain.
- Par des règles portant une attention à la qualité architecturale des bâtiments et par la diversification des formes urbaines.
- Par la protection et la mise en valeur des éléments patrimoniaux et historiques de la Ville.

> Protéger la ville et les habitants par la transition écologique :

- Par un renforcement des règles en faveur de la transition écologique en termes de mobilité, de végétalisation de la ville et de traitement des ilots de chaleur, de bâtiments à faible empreinte énergétique,
- Par la préservation et la protection des zones agricoles, des écosystèmes naturels, des continuités écologiques et des canaux.
- Par la mise en valeur et la protection des paysages remarquables de la Ville.
- Par des orientations favorisant l'économie et l'agriculture de proximité, valorisant les centralités de proximité existantes et stoppant le développement de nouvelles zones commerciales de périphéries.

> Agir pour une ville équilibrée et attractive :

- Par une stratégie de développement rationalisée et équilibrée des zones d'activités.
- Par un juste équilibre économique entre les zones commerçantes et tertiaires du Centre-Ville et zones périphériques.
- Par un renforcement des sites universitaires de la ville, plus lisibles et fonctionnels.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, débattu en octobre 2021, s'inscrit dans la continuité de ces objectifs en affichant trois axes majeurs :

- Valence à taille humaine, pensée pour ses habitants
- Valence apaisée, respectueuse de son environnement
- Valence dynamique, au coeur de l'écosystème rhodanien

A noter que dans le premier axe, une orientaiton forte consiste à «garantir un cadre de vie de qualité en préservant l'identité des quartiers», notamment avec l'action suivante «Faire du patrimoine bâti et paysager un atout».

Le projet de PLU a été arrêté lors du conseil municipal du 13 décembre 2021. L'objectif affiché est une entrée en vigueur du document fin 2022.

- Lancement de la création d'un Site Patrimonial Remarquable , le 23 mai 2020 avec pour objectifs:

> Affirmer et conforter la reconnaissance de Valence, Ville d'art et d'histoire :

- Recenser les éléments de connaissance, les compléter afin d'obtenir une vision fine du patrimoine, y compris d'éléments plus discrets mais tout aussi emblématiques de l'histoire valentinoise.
- Donner les outils pour protéger et valoriser les éléments patrimoniaux et historiques de la Ville.
- Exprimer l'ouverture de la préservation patrimoniale aux aspects paysagers et artistiques.

> Connaître les outils pour ne pas figer le patrimoine dans son histoire :

- Questionner le patrimoine valentinois : états, menaces sur sa conservation, potentialités de valorisation, perceptions par les habitants, etc.
- Déterminer les possibilités d'évolution du bâti au regard des enjeux d'habitabilité, de transition énergétique.
- Inscrire les réflexions de mutabilité dans l'approvhe plus globale du projet de territoire qui sera traduit dans le Projet d'Aménage-

Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

ment et de Développement durables du PLU.

> Combler le besoin d'une réglementation opérationnelle et dynamique :

- Traduire règlementairement l'attention déjà portée au patrimoine par le Label Pays d'Art et d'Histoire.
- Assurer aux propriétaires la visiblité et la compréhension de la réglementation et des procédures dans les secteurs à enjeux.
- User de la simultanéité avec la révision générale du PLU pour construire deux réglementations adaptées en complémentaires en fonction des enjeux et des secteurs de la Ville.

La proposition de périmètre de SPR a été arrêté par le conseil municipal le 22 novembre 2021. Elle est actuellement en étude auprès des services du Ministère de la culture. Le détail des choix proposés est précisé dans le présent document, partie III.

A l'occasion de ces procédures, et notamment dans l'avis émis en février 2022 au sujet du PLU, l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine a invité la ville à mettre en oeuvre la procédure de délimitation des abords. Cette démarche vise à poursuivre l'amélioration, la lisibilité, et par conséquent l'efficacité, de la protection et la réglementation patrimoniales.

B. Cadre réglementaire

La délimitation du périmètre des abords est régie par les articles L621-31, R621-92 et suivants du Code du Patrimoine.
En l'espèce, la ville de Valence par le présent document propose à l'Architecte des Bâtiments de France de nouvelles délimitations de périmètres des abords. En cas d'accord, une enquête publique sera organisée pour soumettre ces projections au public avant création de la servitude par l'Etat.

Article L621-31 du code du Patrimoine :

Le périmètre délimité des abords prévu au premier alinéa du II de l'article L. 621-30 est créé par décision de l'autorité administrative, sur proposition de l'architecte des Bâtiments de France ou de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale, après enquête publique, consultation du propriétaire ou de l'affectataire domanial du monument historique et, le cas échéant, de la ou des communes concernées. Lorsque la proposition émane de l'architecte des Bâtiments de France, elle est soumise à l'accord de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale. Lorsque la proposition émane de ladite autorité, elle est soumise à l'accord de l'architecte des Bâtiments de France.

A défaut d'accord de l'architecte des Bâtiments de France ou de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale, prévu au premier alinéa, la décision est prise soit par l'autorité administrative, après avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture, lorsque le périmètre ne dépasse pas la distance de cinq cents mètres à partir d'un monument historique, soit par décret en Conseil d'Etat, après avis de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture, lorsque le périmètre dépasse la distance de cinq cents mètres à partir d'un monument historique.

Lorsque le projet de périmètre délimité des abords est instruit concomitamment à l'élaboration, à la révision ou à la modification du plan local d'urbanisme, du document d'urbanisme en tenant lieu ou de la carte communale, l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale diligente une enquête publique unique portant à la fois sur le projet de document d'urbanisme et sur le projet de périmètre délimité des abords.

Les enquêtes publiques conduites pour l'application du présent article sont réalisées dans les formes prévues au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

Le périmètre délimité des abords peut être modifié dans les mêmes conditions.

Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

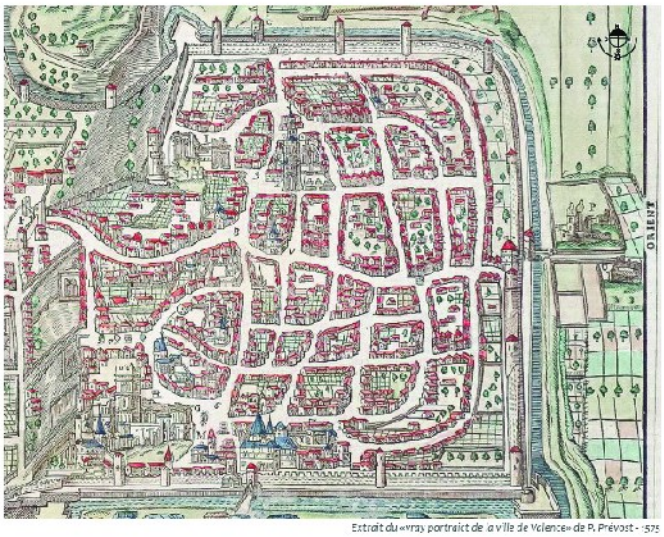
II. Contexte historique : le développement de la ville de Valence

Etalé aujourd'hui sur près de 1 700 ha, la ville de Valence s'est constitué à partir d'un noyau d'origine antique (A), et s'est développée en éventail, structurée par les axes la reliant aux autres villes clés drômoises (B). Entre reconstruction et extension urbaine sur la troisième terrasse (C), les XXe et XXIe siècles sont également signe de la valorisation de l'identité valentinoise (D)

A. La ville intra muros : héritage de Valentia colonie romaine et des remparts médiévaux

La ville intramuros se distingue par la rupture topographique séparant la « Basse Ville », sur les berges du Rhône, avec un tissu dilaté, et la ville haute plus dense et « dominante ». Des côtes (ruelles de petites dimensions avec fort dénivelé) assurent la transition entre les deux secteurs. La terrasse est marquée par des murs de soutènements importants.

La cité romaine s'est implantée au Ier siècle sur la partie Est de cette ville intra muros. L'accès Place de la Porte neuve permettait d'accéder au Cardo Maximus. Le Decamuns maximus empruntait quant à lui la rue Belle Image ou Madier de Montjau. Bien qu'aucun vestige apparent ne subsiste, le théâtre gallo-romain repéré à proximité de la place Saint-Jean et la présence d'un odéon repéré au sud de la cathédrale suggèrent une population dense durant l'Antiquité.
Les fouilles menées dans le centre ancien indiquent que la ville médiévale et son enceinte ont en partie été édifiées sur la ville antique et son rempart. Les anciens remparts suivaient le tracé des boulevards périphériques actuels. Côté Ouest, ils ont été détruits par les crues du Rhône au milieu du XVIIe siècle. Côté Est, ils ont été démantelés dès la fin du XVIIIe siècle.



Extrait du «vray portraict de la ville de Valence» de P. Prévost - 1575

B. Développement urbain hors les murs et expansion urbaine du XIXe siècle

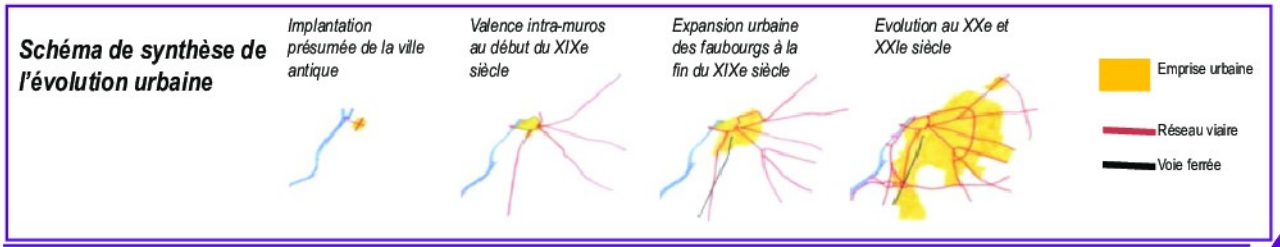
Les faubourgs sont urbanisés dès le XIXe siècle, la ville passant de 8 à 20 mille habitants entre 1806 et 1886. Ils sont d'abord constitués autour des portes, puis se développent le long des voies d'accès à la ville, au Sud puis à l'Est. L'extension au Nord est contrainte par l'aménagement du polygone en bordure de la limite communale. Cet essor est amplifié par la suite avec la circulation routière et l'aménagement des gares, gare de voyageurs et gare marchande.

Dès le début du XIXe siècle, le faubourg Saunière se densifie au Sud. Les premières constructions figurent sur le cadastre napoléonien de 1809, organisées de part et d'autre de l'actuelle avenue Victor Hugo. En 1827, une nouvelle porte est percée au droit de la voie, à l'alignement de la rue Royale, actuelle rue Augier. Le faubourg Saint Jacques à l'Est ne tarde pas à se développer. L'urbanisation de la première terrasse de Valence est amorcée et s'établit « en éventail » le long des axes de circulation, routes de Romans, Chabeuil et Crest.



Extrait du «Plan de Valence» de Jacquier, Falgairolle

Le développement urbain des faubourgs est relativement peu dense, et les limites physiques formées par les terrasses à l'Est (Rhône) et à l'Ouest (3e terrasse) contiennent l'expansion urbaine .
Le tissu prend la forme d'un front bâti continu à l'alignement, en R+2 et 3, le long de grandes avenues puis au-delà de la première couronne et des axes principaux, les faubourgs sont composés d'un bâti à dominante résidentielle en R+1et 2 (parfois R+3) avec jardin. Certaines institutions ou équipements interrompent la trame par une implantation et une volumétrie distinctes.



Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

Suite à la densification des faubourgs, les aménagements des boulevards périphériques entre vieille ville et faubourgs s'organisent.
Le front bâti du boulevard adossé à la vieille ville est édifié dans le dernier quart du XIXe siècle. Il constitue aujourd'hui encore un ensemble remarquable par son homogénéité architecturale et urbaine : alignement continu, façades ordonnancées, gabarits homogènes en R+3 + combles. Le front bâti en vis-à-vis plus hétérogène correspond aux premières franges des faubourgs réalisées au fil du temps.


Hôtel Fougeron

C. Valence depuis le XIXe siècle

1. *Entre deux guerres*

Les années 30 sont peu représentées dans le tissu valentinois. L'axe de développement s'étend le long de l'avenue Victor Hugo. Quelques édifices remarquables sont construits, par exemple l'ancienne chambre de commerce située dans le centre ancien ou la station service à l'intersection des avenues Maurice Faure et Victor Hugo . Outre quelques villas disséminées dans les faubourgs, deux ensembles précurseurs sont construits à Valensolles : les cités jardins et la Grande Maison.


Grande Maison

2. *Reconstruction*

Suite aux bombardements de la 2e Guerre Mondiale, un plan de reconstruction et d'aménagement concerne le secteur Belle Image : il prévoit de remodeler le nord de la ville intra muros et de reconquérir les anciennes emprises militaires. Sont ainsi édifiées la Préfecture, les ensembles du Polygone, etc, créant les alignements du Bd Vauban et de l'avenue Herriot


Station service

3. *Urbanisation des XX et XXIe siècles*

Les extensions urbaines se poursuivent à l'est, sur la 3e terrasse, sous la forme de lotissement pavillonnaires, par exemple sur Chamberlière, et d'opérations de grands ensembles (ZUP de Fontbarlettes). Le tissu devient hétérogène et distendu. Les dernières décennies ont été marquées par les programmes de renouvellement urbain sur les quartiers de la 3e terrasse et la création de lotissements pavillonnaires en extension de ces secteurs (Bayot, Thabor, etc).


Préfecture

D. L'identité valentinoise


Extension La Bayot

1. *Une ville d'eau*

Le Rhône est un fleuve impétueux, aux crues dévastatrices. Pourtant, c'est grâce à lui que Valence se développe dès le Moyen Âge, en partie grâce au commerce du sel. Dès le XIe siècle, un bac à traille assure la liaison d'une rive à l'autre. Ce n'est qu'en 1830 qu'un véritable pont en « fil de fer », conçu par Marc Seguin, relie les deux rives. Le pont Frédéric Mistral est construit en 1967. Il sera doublé par un deuxième ouvrage au sud, le pont des Lônes, inauguré en décembre 2004. La tradition fluviale se perpétue avec le port de plaisance de l'Épervière, où transitent plus de 1000 bateaux par an.
Valence offre au promeneur la fraîche quiétude de ses canaux, disséminés dans toute la ville. Leur eau a été utilisée depuis l'Antiquité pour l'arrosage, l'alimentation des lavoirs puis pour les moulins et les scieries. Leurs berges sont empruntées par les riverains et restent des lieux de promenade et de pêche.


Port de l'Epervière


Canal des Mal-contents

Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

2. Une ville militaire

Du fait de sa situation géographique, Valence n'a cessé d'être une ville militaire. Place fo dès l'époque antique, elle se dote au XVIe siècle d'une citadelle, véritable bastion défensif érigé en raison des conflits religieux des années 1560. Le régiment de la Fère Artillerie s'installe à Valence en 1783, date à laquelle on aménage un polygone d'artillerie. Bonaparte comptera parmi les jeunes et brillants élèves de l'école militaire valentinoise.
Aujourd'hui encore, la ville abrite un régiment de Spahis.



Ancien Arsenal / Fonderie de canons - Notre Dame de Soyons

3. Une ville d'accueil

Sa situation géographique a permis à la ville de jouer un rôle d'accueil de populations aux différentes étapes de son histoire. La Cathédrale, par son plan, témoigne de son rôle d'église de pèlerinage. L'ordre de Saint-Ruf, installé en ville, avait pour vocation d'héberger les pèlerins de passage. Par ailleurs, Valence accueille de nombreuses communautés étrangères, mais la plus importante reste la communauté arménienne, présente à Valence depuis 1920.

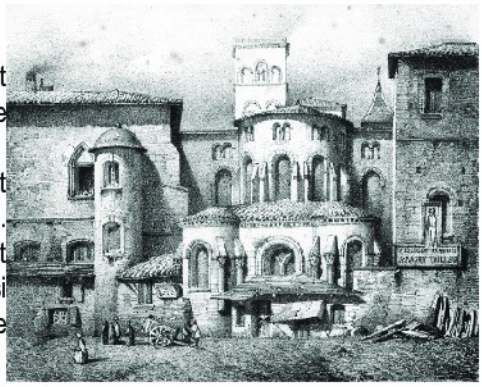


Ancienne caserme Latour Maubourg

4. Une ville marchande et industrielle

Située à un carrefour stratégique, Valence présentait une situation idéale au développement économique de la ville. L'ancien quartier de la rivière, la ville basse est édifiée en lien avec le port et assure dès le moyen-âge une fonction commerciale prépondérante.
Au XVIe siècle, le Rhône s'impose comme un axe important du trafic commercial. Le port marchand au Nord et le port de pêche au Sud se partagent les berges du Rhône intra-muros. La ville basse constitue le coeur économique de la cité. Elle accueille notamment un important marché de batellerie, les commerces de la laine et du sel. Les moulins à blé, à huile mais aussi les tanneurs s'implante le long des canaux de la ville basse et sont alimentés par l'agriculture environnante.
Au cours du XVIIe siècle, Valence voit sa fonction commerciale traditionnelle décliner (disparition des foires franches), au profit d'une fonction administrative et judiciaire. Le déclin de la ville basse s'amorce à la fin du XIXe siècle au moment où l'activité se réduit face à la concurrence du trafic routier, puis ferroviaire développé dans les faubourgs.
Les réseaux routiers se développent en accompagnement de l'urbanisation des faubourgs. La gare de voyageurs et la gare de marchandise de la Palla sont aménagées. Les industries s'implantent dans les faubourgs, telle que les Ateliers Boimondau, fabrique de boîtiers de montres. Ces industries donnent lieu à des opérations de création de logements sociaux liés, notamment avec les maisons Castors du Petit Charran
Le commerce poursuit son développement, les Nouvelles galeries sont édifiées en 1885-86 et les Dames de France en 1924.

Aujourd'hui Valence poursuit son développement industriel, au sein des zones d'activités situés au sud de la ville (Auréats) et sur l'Est (Lautagne, Briffaut, Mozart, etc). Les sites ou édifices d'activités anciens sont pour la plupart réhabilités pour de nouveaux usages.



Chevet de la Cathédrale - Lithographie de Desrosiers



Maison du drapier



Dames de France

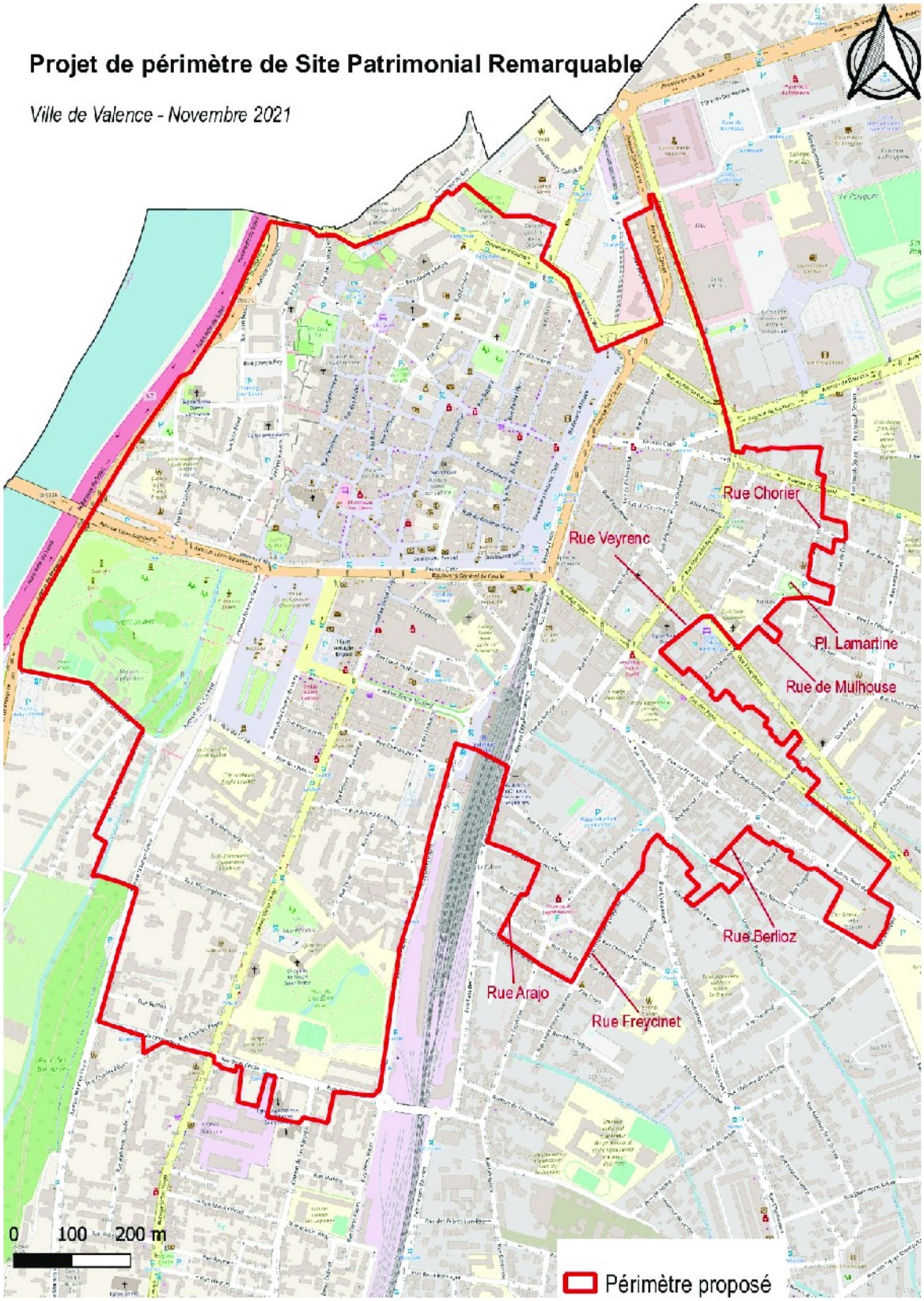
Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

III. Site Patrimonial Remarquable : Présentation et proposition de périmètre délimités des abords

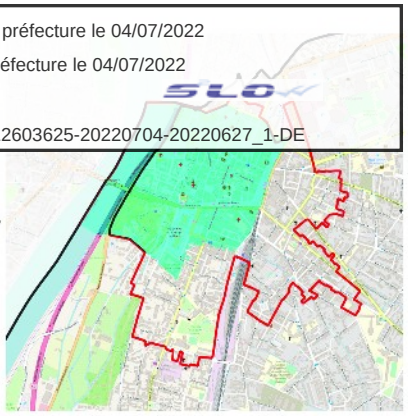
A. La délimitation et les justifications du périmètre

Un diagnostic patrimonial a été mené en 2020 et 2021par le cabinet Detry Levy et associés afin d'identifier les secteurs bâtis et paysagers remarquables de la ville. Au regard du bilan de cette analyse, et en concertation avec les services de l'Etat compétents, la proposition de périmètre SPR présentée ci dessous a été élaborée et validée par le conseil municipal le 22 novembre 2021.



Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

Le périmètre proposé présente l'intérêt d'élargir la protection concernant aujourd'hui le centre ville intramuros, site inscrit (cf. aplat bleu ci contre). Il offre aussi une nouvelle perspective de protection des bâtiments construits dans la seconde moitié du XXe siècle lorsqu'ils constituent des ensembles qualitatifs au coeur de quartier historique.

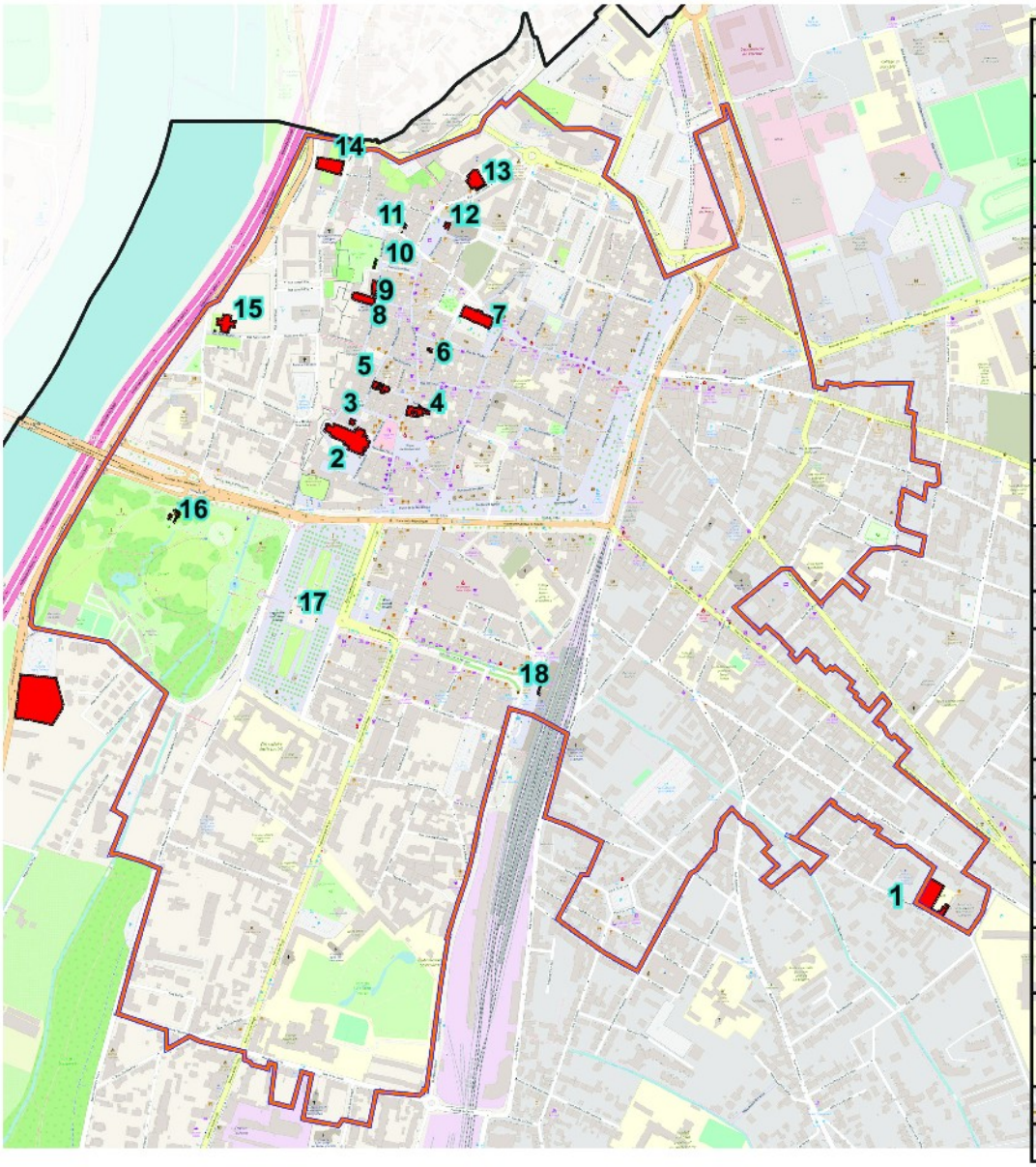


Dans ce cadre, outre l'étude générale, une analyse fine des faubourgs a été réalisée afin d'identifier les secteurs présentant des attraits significatifs en matière patrimoniale pour la qualité du cadre de vie, justifiant une forte protection. Ainsi, ont été intégrées dans le périmètre les amorces de faubourgs accompagnant les axes d'entrée de ville historiques (Av. Marne, Av. Carnot, Av. de Chabeuil, Rue Faventines, Rue des Alpes, Rue du Pont du Gât et Av. Victor Hugo). Les délimitations correspondent à des ruptures visuelles et/ou paysagères au niveau des axes.

Sur la partie Est, il convient de noter l'intégration de la cité des Officiers et le Clos Genest / Villa Margot, marqueurs historiques et patrimoniaux forts des faubourgs. De même, le secteur autour de la Place de la Paix, pour sa composition urbaine, trouve place dans la proposition. Sur la partie Sud, le périmètre a été limité au niveau des rues de la Cécile et de l'Espérance, constituant une rupture dans la composition architecturale de l'Avenue Victor Hugo. Enfin, sur la partie Ouest, la combinaison du Parc des Trinitaires, des terrasses et de l'accroche du Parc Jouvet, prolongées par la Basse Ville, justifient la délimitation.

B. Les monuments historiques inclus dans le périmètre SPR

Parmi les 21 monuments historiques inscrits et classés de la ville de Valence, 18 se situent à l'intérieur du périmètre de SPR proposé



N°	Monument	Identifiant *Atlas des patrimoines*
1	Villa Margot et villa des cigales	I1PWYA
2	Cathédrale Saint Apollinaire	IOF05O
3	Pendentif	I1PWYA
4	Maison des têtes	IXXFXW
5	Maison Dupré Latour	IU8ZBI
6	Hôtel de Pampelonne / Maison Trocellier	I2SVJB
7	Hôtel de Ville	IL9JAY
8	Temple Saint Ruff	IQ8WB4
9	Anc. Abbaye	I6SDPO
10	Porte de l'ancienne préfecture	IKJOSJ
11	Hôtel des Ponts et chaussées	IG34AA
12	Eglise Saint Jean	I87Z2A
13	Chapelle des cordeliers	ILRWOP
14	Chapelle des capucins	IDO03A
15	Abbaye ND de Soyons	IYY3QQ
16	Monuments aux morts - Parc Jouvet	IGJXFE
17	Kiosque Peynet	ID9GXV
18	Façade de la gare	IU3H53

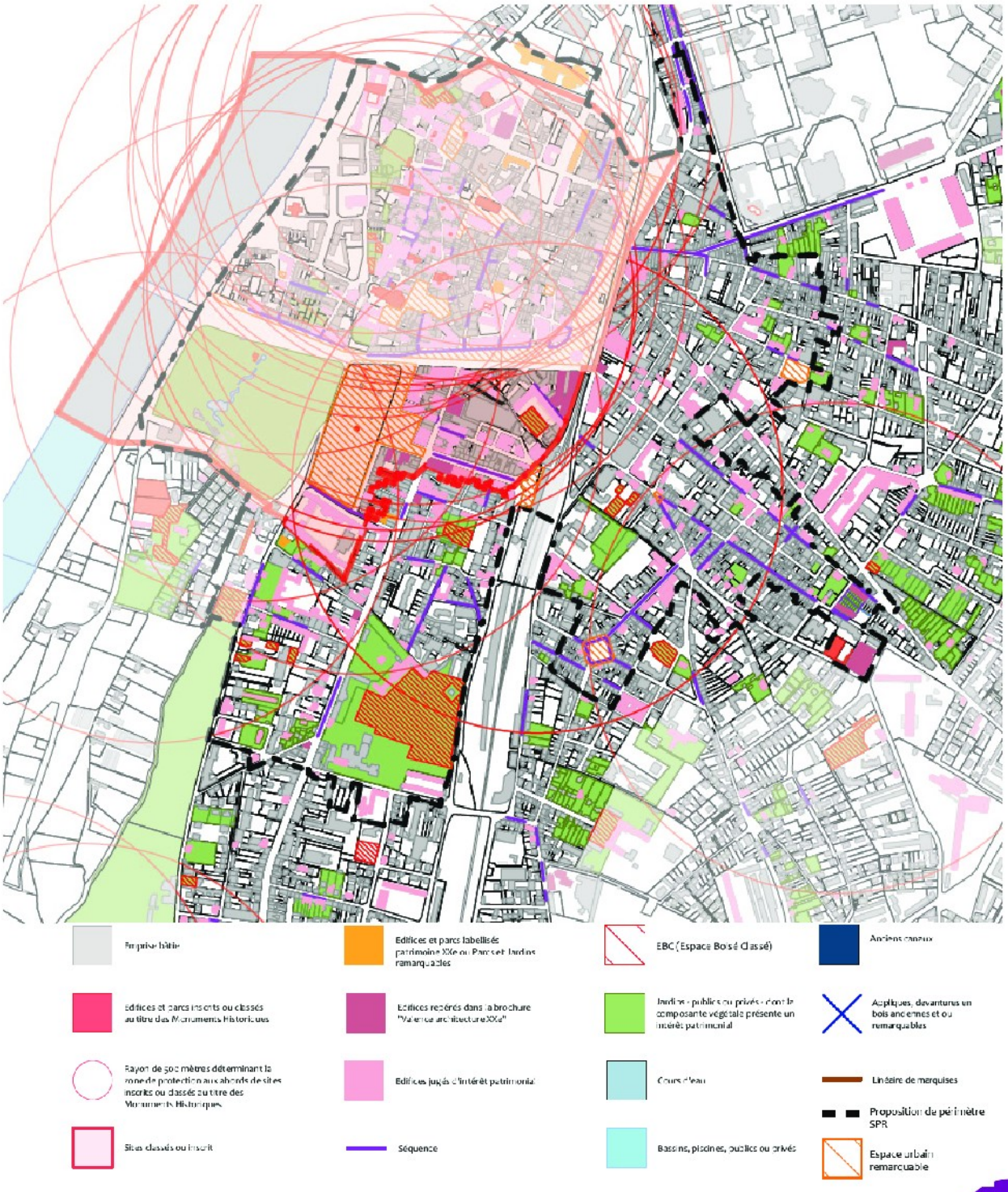
Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

C. Le choix d'un périmètre délimité des abords restreint au périmètre SPR

L'article L621-30 du Code du Patrimoine prévoit que « la protection au titre des abords n'est pas appliquée aux immeubles d'immeubles protégés au titre des monuments historiques ou situés dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable classé en application des articles L. 631-1 et L. 631-2». La question peut toutefois se poser de prévoir un périmètre délimité des abords outre-passant le périmètre de SPR. Cependant, ce dernier a été pensé en fonction des coupures urbaines et paysagères, de la densité des bâtiments à enjeux patrimoniaux et des enjeux de leur environnement. L'objectif est que ce périmètre englobe tous les secteurs à enjeux autour du site inscrit. Ainsi, il ressort de cette proposition que les espaces contigus ne nécessitent pas une attention systématique de l'architecte des bâtiments de France via un périmètre délimité des abords. La collectivité se réserve toutefois le droit de le saisir si elle estime qu'un projet le justifie.

Analyse des enjeux en bordure du périmètre SPR :

(Extrait analyse Cabinet Detry Levy)



Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

IV. Villa Gayet: Présentation et proposition de périmètre délimité des abords

A. Une villa remarquable au cœur du quartier de Valensolles

Source : Diagnostic mené sur le domaine en 2022 par le cabinet d'architecte AA Group, accompagné par Daphné Michelas, historienne du patrimoine

La villa Gayet, appelée par les locaux «le château de Valensolles», est construite au début du XXe siècle.
Elle se situe dans la partie sud de Valence, en zone urbanisée depuis les années 1930. Avec l'afflux d'une population d'ouvriers, la municipalité de Valence envisage d'étendre la ville vers le sud, à Valensolles. La loi Loucheur permet cette extension, notamment avec la construction de la cité-jardin de Valensolles.
Alfred Gayet commandite dès 1902 une villa avec toutes les commodités et les agréments d'un château de plaisance. L'architecte valentinois Pierre Blein sera chargé de la réalisation du projet. Il sera accompagné de plusieurs artistes et décorateurs régionaux, dont Bruno-Francisque Guillermin et Marius Mangier.

La propriété du château présente un ensemble stylistiquement remarquable. Réalisée dans un temps court dès 1907, la villa Gayet est dans un état de conservation rare. Ce type de villa est caractéristique de ces demeures d'industriels qui ont édifié une demeure au goût de l'époque et au confort moderne dans un parc paysagé. La villa Gayet est avant tout un témoin de la vie bourgeoise à la Belle Époque et témoigne du pouvoir économique de son commanditaire. Elle illustre parfaitement les idées de l'époque avec l'arrivée des progrès scientifiques, notamment l'électricité, mais aussi le gaz, l'automobile, le téléphone…

L'inscription de cette villa comme monuments historiques date de 2003 et concerne la maison d'habitation principale en totalité, intérieur et extérieur, ainsi que le parc et les communs, la petite maison d'habitation, le bâtiment d'usine désaffecté et le pigeonnier.



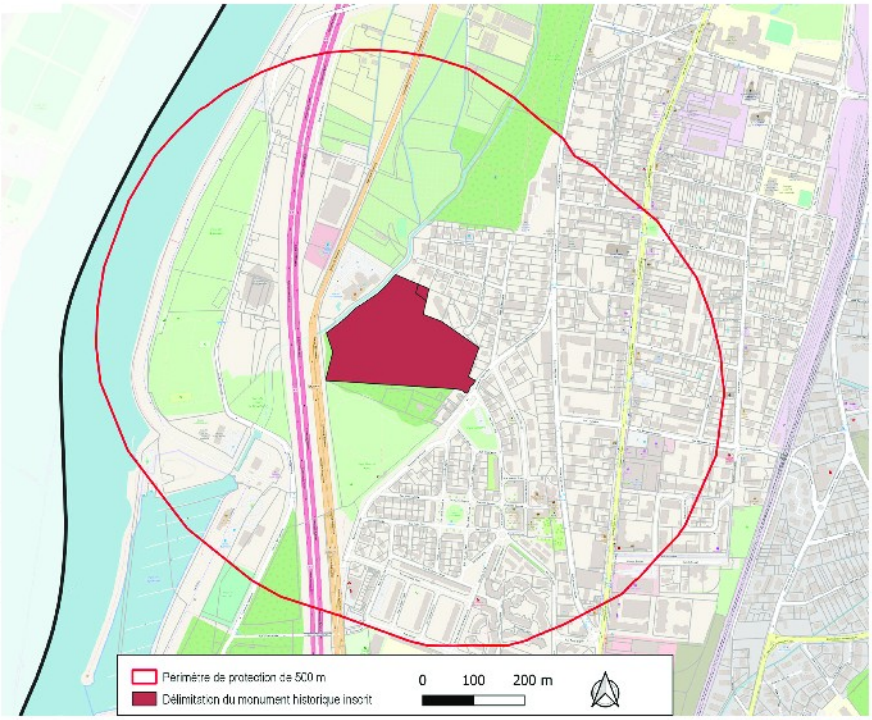
La villa Gayet, quartier Valensolles, façade principale (© Daphné Michelas, 2021)



Façade arrière (© Daphné Michelas, 2021)

B. Le quartier de Valensolles, enjeux des abords inclus dans le périmètre de 500 mètres

Le quartier de Valensolles se situe sur la première terrasse valentinoise. Il est bordé à l'ouest par des infrastructures routières le séparant du Rhône, et à l'Est par la fracture créant la deuxième terrasse.
Les premiers mouvements d'urbanisaton datent des années 1930 avec la création de la cité jardin, et se poursuivent dans les années 1970. Aujourd'hui, collectifs imposants et quartiers pavillonnaires se cotoient. Plusieurs projets de renouvellement urbain ont été mis en oeuvre ou sont en cours, visant notamment à améliorer l'offre d'équipements et de logements sur le quartier



Délimitation du périmètre

Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

Extraits d'analyse du quartier :

Réalisation : Cabinet Detry Levy et associés - 2021

Repérage des éléments remarquables :



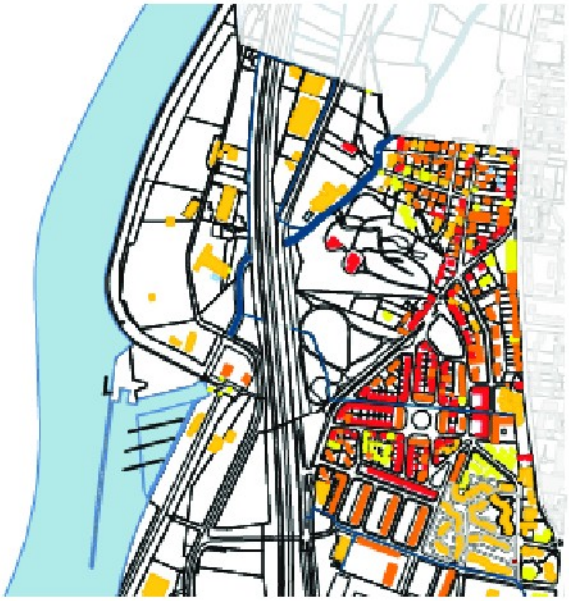
Légende :

- Emprise bâtie
- Edifices et parcs inscrits ou classés au titre des Monuments Historiques
- Rayon de 500 mètres délimitant la zone de protection aux abords de sites inscrits ou classés au titre des Monuments Historiques
- Sites classés ou inscrit
- Edifices et parcs labellisés patrimoine XXe ou Parcs et Jardins remarquables
- Edifices repérés dans la brochure "Valence architecture XXe"
- Edifices jugés d'intérêt patrimonial
- Séquence
- EBC (Espace Boisé Classé)
- Jardins - publics ou privés - dont la composante végétale présente un intérêt patrimonial
- Cours d'eau
- Bassins, piscines, publics ou privés
- Anciens canaux
- Appliques, devantures en bois anciennes et ou remarquables
- Linéaire de marquises



Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

Datation



Légende :

- Antiquité
- 500 - 1400
- 1400 - 1600
- 1600-1800
- 1800 - 1900
- 1900 - 1945
- 1945 - 1970
- 1970 - 2000
- 2000 - 2020

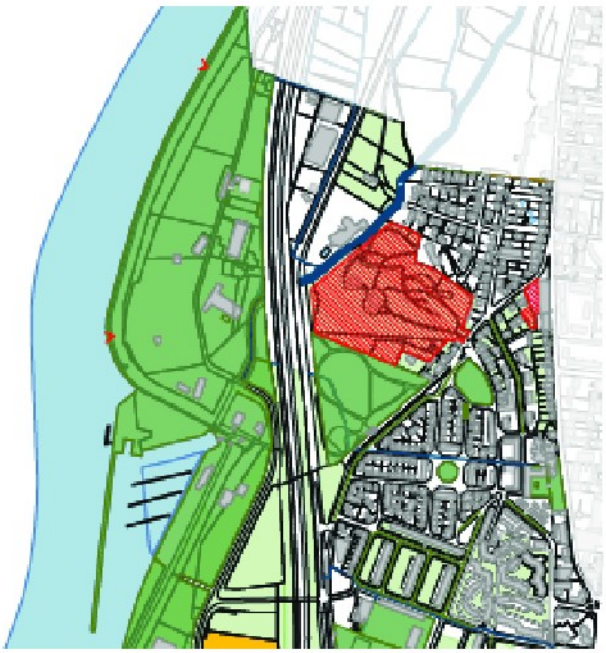
Tyologies

Légende :

- Equipements (Ecole, Lycées, Gymnase, Hôtels de ville
- Logements collectifs
- Logements intermédiaires
- Logements individuels, pavillonnaire, belle demeure, hotel particulier
- hotellerie
- Tertiaire - bureaux, grands magasin
- Tertiaire - entrepôts, zones industrielles, fermes



Paysage



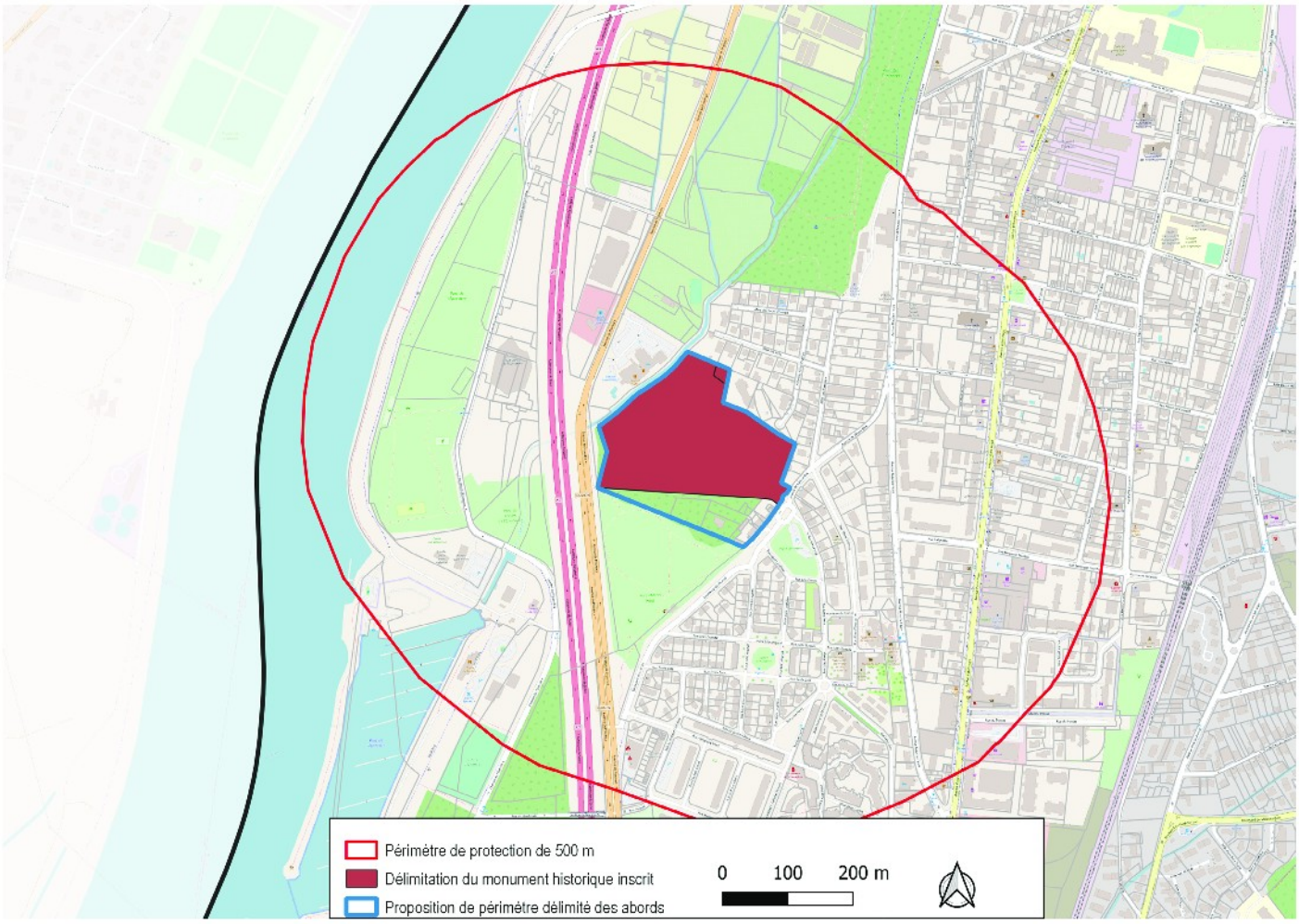
Légende :

- Emprise bâtie
- EBC (Espace Boisé Classé)
- Trame végétale publique (parcs, square
- Trame végétale privée (jardins)
- Lignes de crêtes préservées du bâti offrant des vues sur la ville
- Terres Agricoles
- Axes soulignés par des alignements d'arbres
- Perspectives ouvrant sur le paysage

Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

C. Proposition de périmètre

La spécificité du domaine de Valensolles réside dans l'écrin qui le forme. Hormis le portail d'entrée et la maison du gardien, il n'existe que peu de lien entre le quartier et ce site. Aucune co-visibilité directe avec la ville n'est observée. Cette situation invite à restreindre le périmètre délimité au domaine, élargi à la propriété voisine constituant le prolongement du parc et aux bâtis contigüs au portail d'entrée.



Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

V. Domaine de Murat Fontlozier : Présentation et proposition de périmètre délimité des abords

A. Un domaine à la liaison du coteau boisé de Lautagne et du quartier de Fontlozier

Source : Fiche Mérimée

Propriété au XVIe siècle de la famille Orlandini, puis au XIXe siècle des Murat de l'Estang, le domaine de Murat-Fontlozier offre un bel exemple de maison forte de la campagne valentinoise transformée en résidence de plaisance au XVIIe siècle. Le logis principal est un vaste bâtiment rectangulaire, dont la construction remonte peut-être au début du XVIe siècle, et qui a gardé quelques éléments défensifs, ainsi que des latrines en encorbellement. Des portes et des fenêtres ont été percées ou ajoutées au XVIIe siècle, puis restaurées assez fortement au début du XXe siècle, dans le respect cependant des dispositions initiales. Les intérieurs ont été transformés aux XIX et XXe siècle et, à l'exception de quelques dispositions d'ensemble, ne conservent plus d'éléments anciens. Le jardin comporte un portail d'entrée encadré de deux piédroits, et conserve des vestiges d'aménagements hydrauliques (deux bassins circulaires, un bassin rectangulaire). Le parc forme un écrin cohérent à l'édifice, et le domaine tout entier joue un rôle important dans le paysage urbain, à la lisière de la ville et du plateau de Lautagne.

Le domaine, comprenant le jardin et les façades et toitures des éléments maçonnés, a été inscrit monument historique par arrêté du 20 juin 2016.

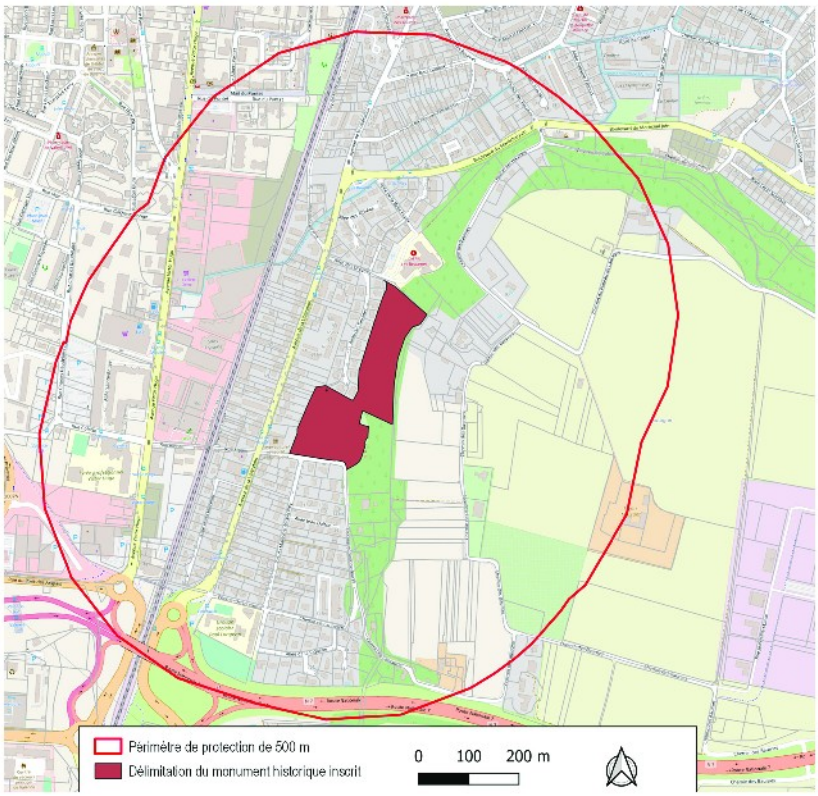
B. Le quartier de Fontlozier, enjeux des abords inclus dans le périmètre de 500 mètres







Le quartier de Fontlozier se situe sur la deuxième terrasse valentinoise, intégré entre la voie ferrée et les coteaux boisés de Lautagne.
Ce quartier résidentiel a été urbanisé tardivement, durant la moitié du XXe siècle. Il se structure essentiellement autour de l'Avenue de la Libération, axe nord-sud largement emprunté dans la continuité des boulevards extérieurs.



Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

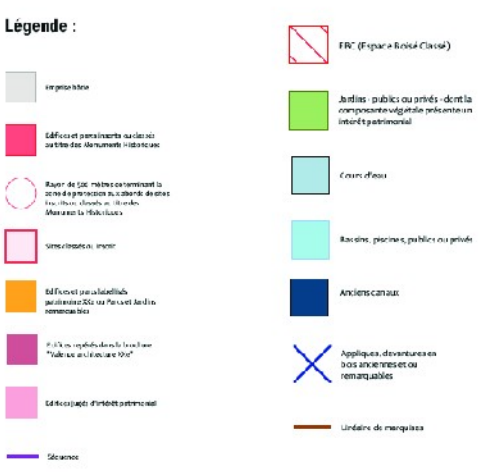
Extraits d'analyse du quartier :

Réalisation : Cabinet Detry Levy et associés - 2021

Repérage des éléments remarquables :









Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

Datation





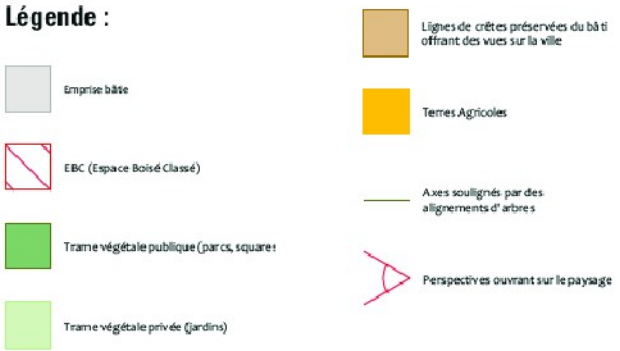
Tyologies





Paysage

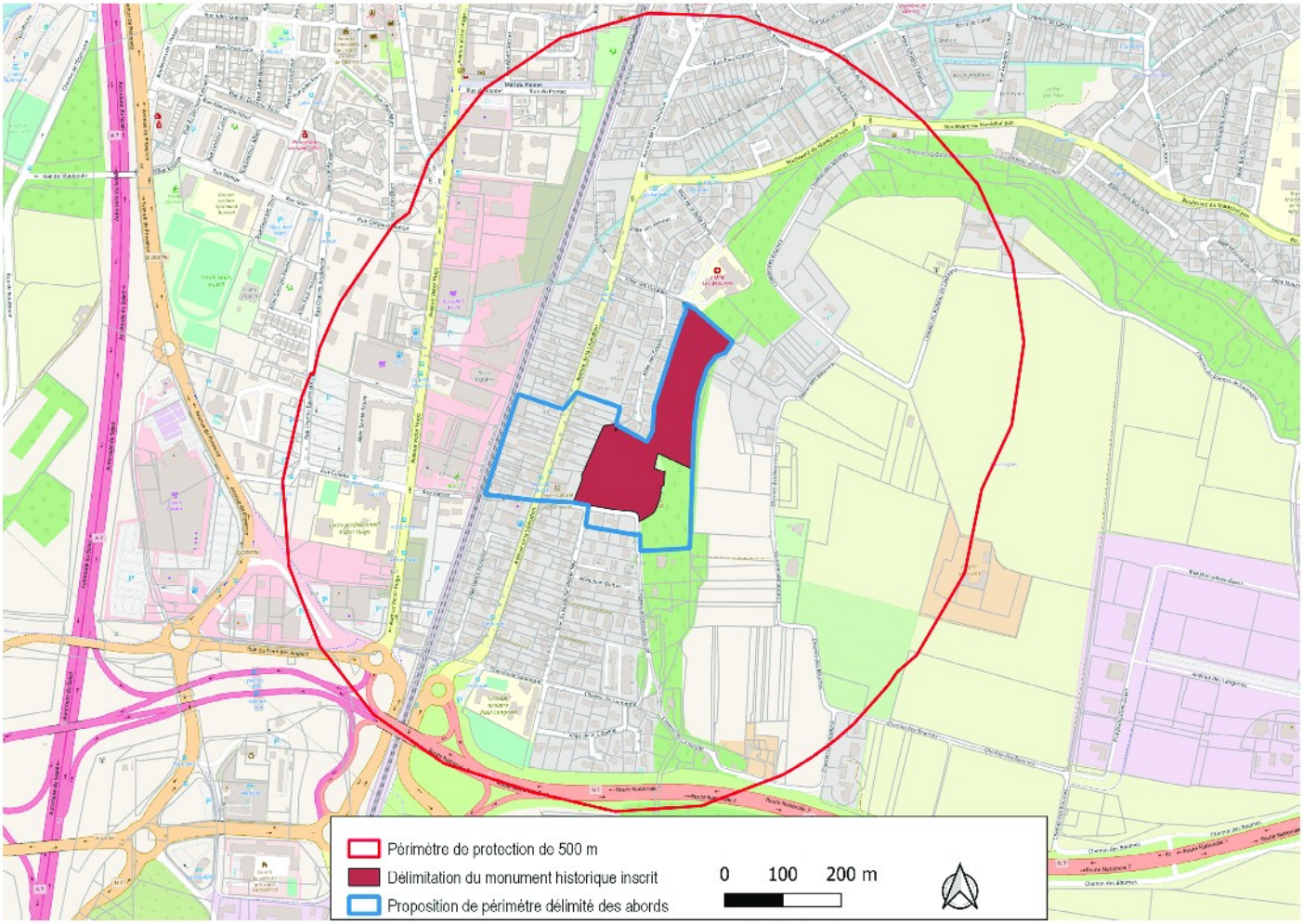




Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

C. Proposition de périmètre

Le Domaine Murat Fontlozier, s'il vient surplomber le quartier de Fontlozier, n'offre que de faibles covisibilités avec celui-ci. Ainsi, une part importante du périmètre de 500 mètres ne se justifie que par le classement du boisement. Il semble cohérent de retravailler le périmètre afin de cibler les exigences sur le secteur du quartier pouvant présenter un enjeu, notamment au niveau des points de vue offert depuis le site. En effet, la partie ouest du domaine est actuellement constituée de pavillons dont la hauteur faible contribue à l'ouverture visuelle des jardins du domaine. La proposition de périmètre vise à conserver cet état de fait. Elle intègre en outre les propriétés contigües afin de ne pas dénaturer les abords immédiats et végétalisés du site.



Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

VI. Ancienne abbaye de Saint-Ruf-hors-les-murs: Présentation et proposition de périmètre délimité des abords

A. Des vestiges marquant l'entrée de l'hyper centre

Source : Fiche Mérimée

Cette abbaye est la maison-mère d'une prestigieuse congrégation dont le rôle fut primordial dans l'histoire religieuse et politique de l'Europe médiévale. C'est au lieu-dit « la ferme Saint-Ruf », site d'implantation de l'abbaye, que subsistent quelques vestiges. Ainsi, un chapiteau corinthisant marque l'emplacement du départ d'une voûte sur croisée d'ogives. Il s'agit du mur gouttereau du bas-côté sud de l'abbatiale, dernier vestige encore en élévation de cette dernière. Dans les élévations de la ferme, sont encore prises deux plaques cannelées et un décor orné de grecques en perspective.

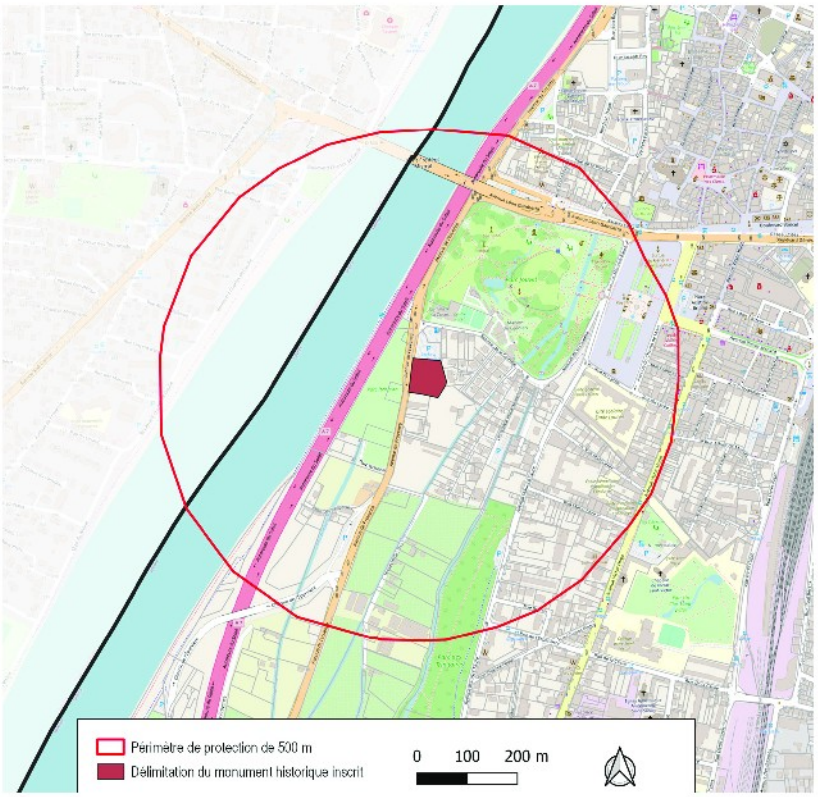
Les vestiges de l'ancienne abbaye et les deux parcelles les accueillant ont été inscrits par arrêté du 14 octobre 2014.





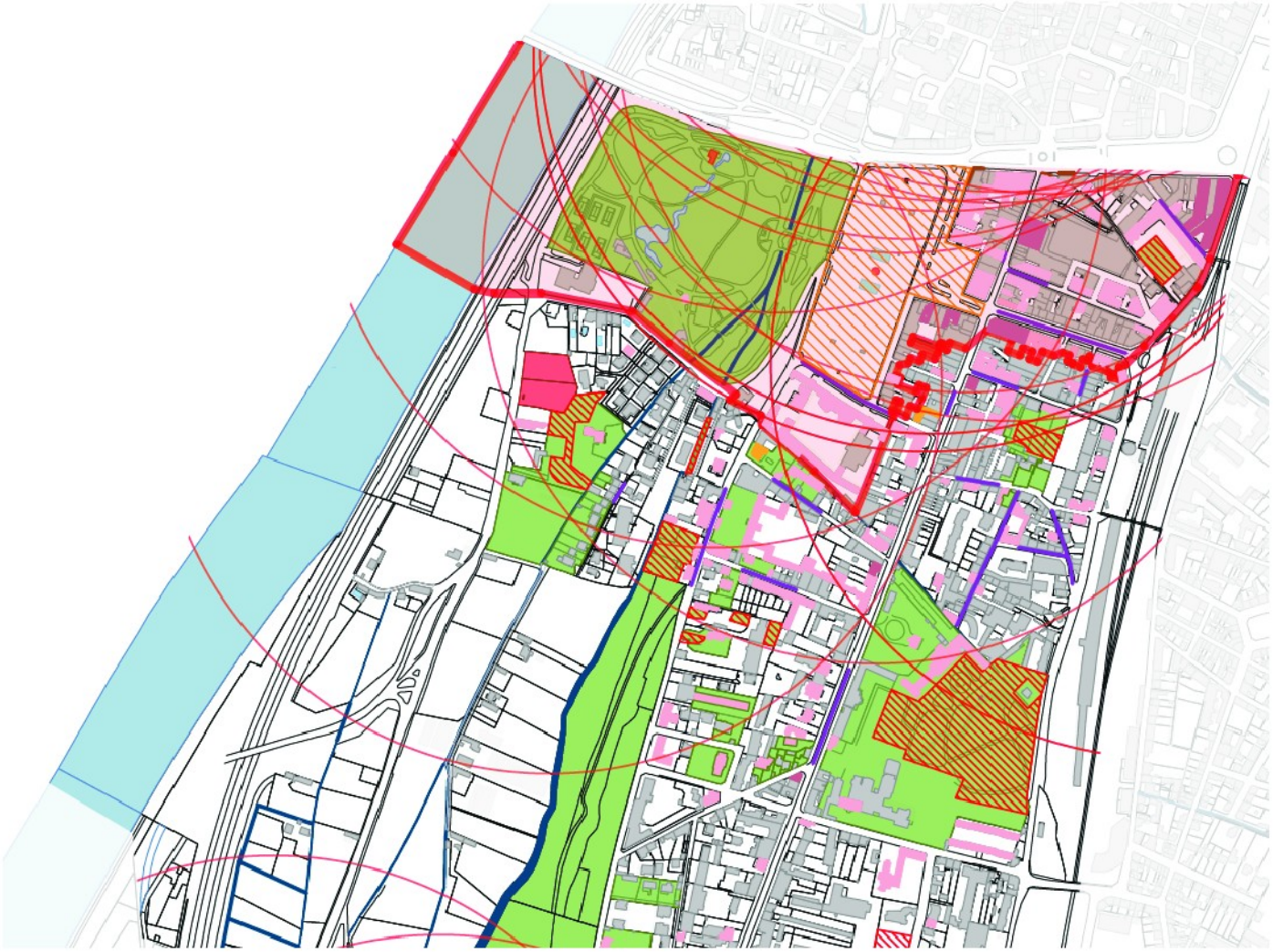
B. L'entrée de ville, enjeux des abords inclus dans le périmètre de 500 mètres

Les vestiges de l'abbaye se situent en bordure de l'Avenue de Provence et au sud du Parc Jouvet, sur un axe structurant permettant l'entrée dans l'hypercentre. Ils sont situés entre un parking public et une activité de carrosserie automobile peu qualitative. A l'ouest de l'avenue de Provence, un parc public vient cependant souligner l'attrait stratégique du lieu



Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

Repérage des éléments remarquables :



Légende :

- EBC (Espace Boisé Classé)
- Jardins - publics ou privés - dont la composante végétale présente un intérêt paysager
- Cours d'eau
- Bassins, piscines publics ou privés
- Anciens canaux
- Appliques, devantures en bois anciennes et ou remarquables
- Linéaire de marquises

Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

Datation



Légende :

- Antiquité
- 500 - 1400
- 1400 - 1600
- 1600-1800
- 1800 - 1900
- 1900 - 1945
- 1945 - 1970
- 1970 - 2000
- 2000 - 2020

Tyologies

Légende :

- Equipements (Ecole, Lycées, Gymnase, Hôtels de ville
- Logements collectifs
- Logements intermédiaires
- Logements individuels, pavillonnaire, belle demeure, hotel particulier
- hotellerie
- Tertiaire - bureaux, grands magasin
- Tertiaire - entrepôts, zones industrielles, fermes



Paysage



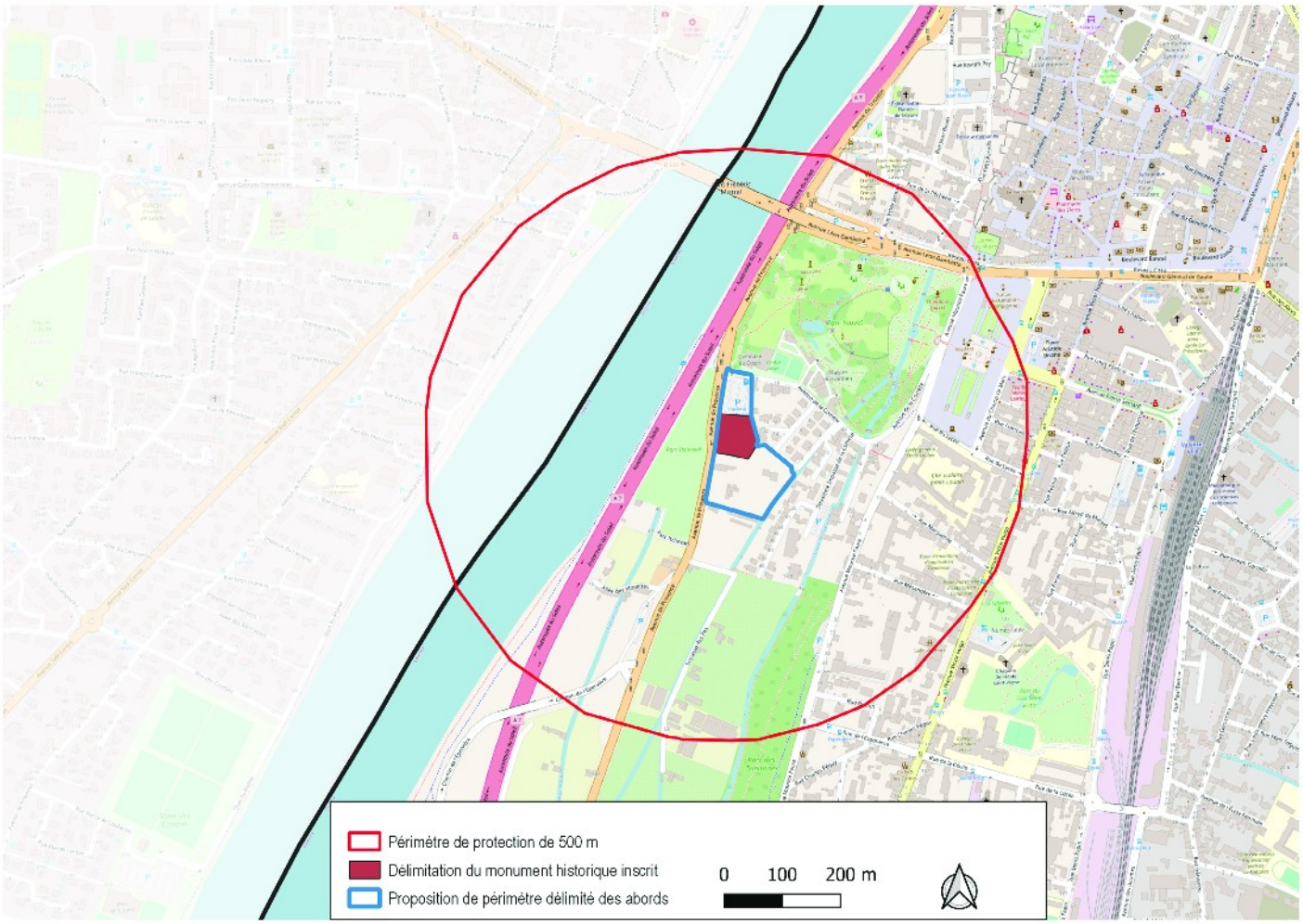
Légende :

- Emprise bâtie
- EBC (Espace Boisé Classé)
- Trame végétale publique (parcs, square
- Trame végétale privée (jardins)
- Lignes de crêtes préservées du bâti offrant des vues sur la ville
- Terres Agricoles
- Axes soulignés par des alignements d'arbres
- Perspectives ouvrant sur le paysage

Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

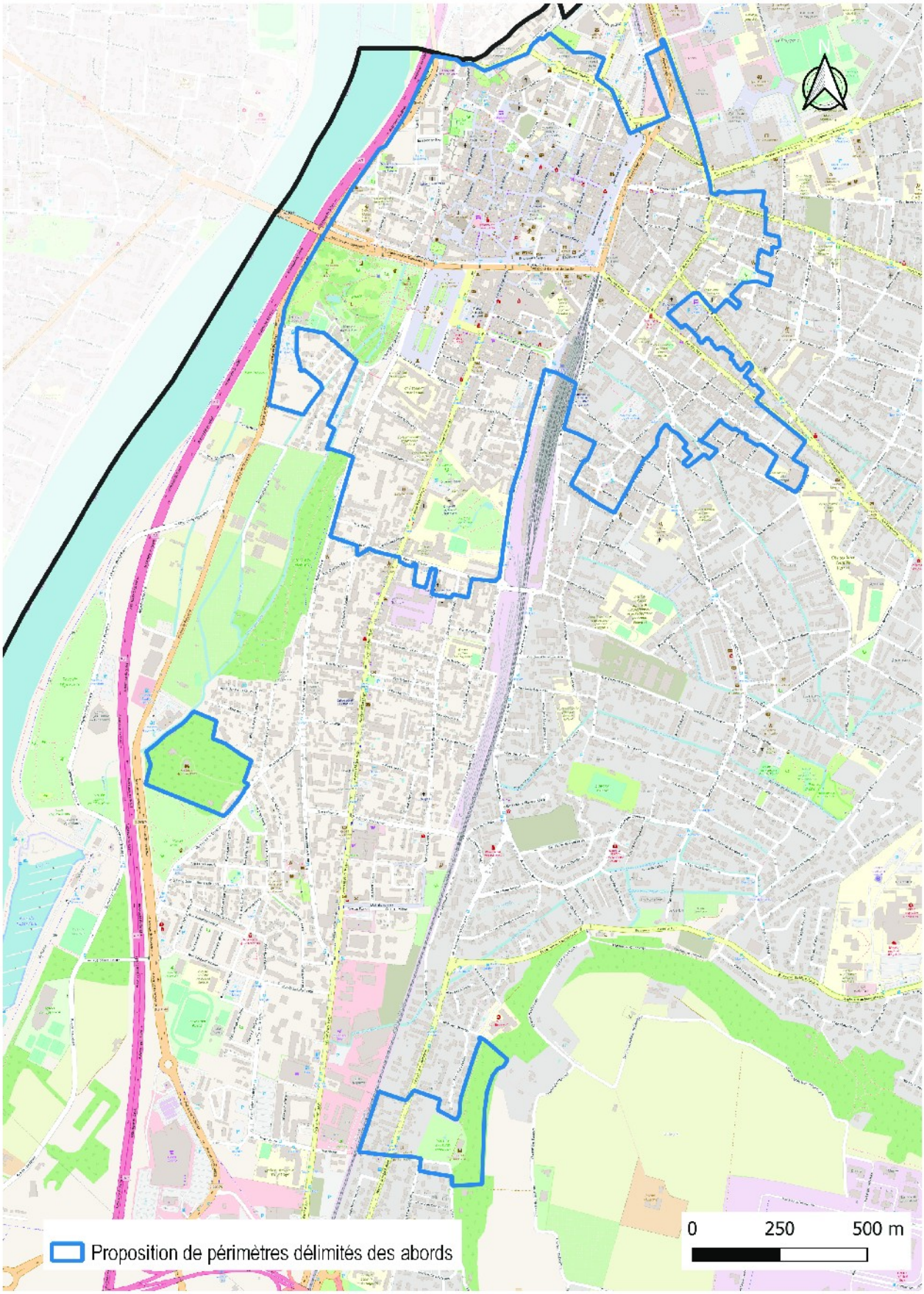
C. Proposition de périmètre

Les vestiges de l'abbaye Saint Ruff implique une réflexion particulière à avoir sur les parcelles contiguës afin d'assurer un traitement qualitatif de l'entrée de ville, en continuité du périmètre proposé de Site Patrimonial Remarquable. La partie ouest n'ayant pas vocation à être urbanisée du fait de son encadrement par l'autoroute et par l'avenue de Provence, il ne semble pas pertinent d'étendre la proposition sur l'ouest.



Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

D. Récapitulatif de la protection patrimoniale résultant de la proposition de périmètre SPR et des périmètres délimités des abords proposés



Envoyé en préfecture le 04/07/2022
Reçu en préfecture le 04/07/2022
Affiché le
ID : 026-212603625-20220704-20220627_1-DE

Ville de Valence

Direction de l'Aménagement Urbain

Place de la Liberté
26000 VALENCE

Envoyé en préfecture le 29/11/2021
Reçu en préfecture le 29/11/2021
Affiché le
ID : 026-212603625-20211129-20211122_18-DE

DEPARTEMENT DE LA DROME 2021/11-22/18
VILLE DE VALENCE

Délibération du Conseil Municipal
Séance du 22 novembre 2021 à 18 heures 00

Présent(e)s:
Nicolas DARAGON, Véronique PUGEAT, Franck SOULIGNAC, Lionel BRARD, Nathalie ILIOZER, Laurent MONNET, Cécile PAULET, Pierre-Olivier MAHAUX, Kérha AMIRI, Franck DIRATZONIAN-DAUMAS, Marie-Françoise PASCAL, Sylvain FAURIEL, Peggy OBERT, Renaud POUTOT, Laurence DALLARD, Georges RASTKLAN, Morgane SAILLOUR, Adem BENCHELLOUG, Martine PERALDE, Adeline TERRAIL, Anne JUNG, Jean-Luc CHAUMONT, Nancie MASSIN, Thomas BLACHE, Michèle RAVELLI, Claude CALANDRE, Marie-Josée SEGUIN, Virginie RIOLI, Gayanée MARKARIAN, Marie BALSAN, Alexandre DESPESSE, Déborah REYNAUD, Mactar SENE, Monica FERREIRA DA SILVA, Bruno CHAFFOIS, Virginie THIBAUDEAU, Louis PENOT, Céline LUCAS, Annie ROCHE, Jean-François GALLAND, Malika KARA LAOUAR, Florent MEJEAN, Manon BELDA, Jimmy LEVACHER, Bruno CASARI

Excusé(e)s représenté(e)s :
Annie-Paule TENNERONI par Laurence DALLARD
Pierre BREDEAU par Véronique PUGEAT
Dominique REYNAUD par Pierre-Olivier MAHAUX

Absent(e)s :
Bernard SIRONNEAU

Objet :	Proposition de périmètre de Site Patrimonial Remarquable (SPR)
Direction :	Direction de l'Urbanisme et développement urbain

Vu le Code du patrimoine, et notamment ses articles L631-1 et suivants et R631-1 et suivants ;
Vu la délibération du 16 décembre 2019 du Conseil municipal prescrivant la révision générale du PLU ;
Vu la délibération du 23 mai 2020 du Conseil municipal initiant la procédure de création d'un Site Patrimonial Remarquable ;

Monsieur le Maire expose :

1. Contexte et procédure de création du Site Patrimonial Remarquable

Comme présentée lors du Conseil Municipal du 23 mai 2020, la création d'un site patrimonial remarquable (SPR) vise à reconnaître, protéger et valoriser le patrimoine valentinois. Trois grands objectifs sont poursuivis par l'édiction de cette servitude :
- Affirmer et conforter la reconnaissance de Valence, Ville d'art et d'histoire ;
- Assurer le dynamisme du patrimoine, ne pas le figer dans son histoire ;
- Combler le besoin d'une réglementation opérationnelle et dynamique.

Monsieur le Maire rappelle que la procédure de création d'un SPR est divisée en deux grandes étapes, distinctes en procédure et en temporalité :
- l'élaboration du périmètre,
- la rédaction du règlement s'appliquant à l'intérieur.

Pour chacune de ces phases doivent notamment être mises en œuvre une consultation du Ministère de la culture et une enquête publique avant l'entrée en vigueur du document. Il précise que la présente délibération ne porte que sur la proposition de périmètre, la réglementation ne sera travaillée qu'à l'issue de cette première phase de procédure.

2. Proposition de périmètre

Envoyé en préfecture le 29/11/2021
Reçu en préfecture le 29/11/2021
Affiché le
ID : 026-212603625-20211129-20211122_18-DE

Un diagnostic patrimonial a été mené par un architecte du patrimoine afin d'identifier les secteurs bâtis et paysagers remarquables de la ville. Au regard du bilan de cette analyse, et en concertation avec les services de l'Etat compétents, la proposition de périmètre annexée à la présente délibération a été élaborée.

Le périmètre proposé présente l'intérêt d'élargir la protection concernant aujourd'hui le centre-ville intramuros, site inscrit. Il offre aussi une nouvelle perspective de protection des bâtiments construits dans la seconde moitié du XXe siècle lorsqu'ils constituent des ensembles qualitatifs au cœur de quartier historique.

Dans ce cadre, outre l'étude générale, une analyse fine des faubourgs a été réalisée afin d'identifier les secteurs présentant des attraits significatifs en matière patrimoniale pour la qualité du cadre de vie, justifiant une forte protection. Ainsi, il est proposé d'intégrer dans le périmètre les amorces de faubourgs accompagnant les axes d'entrée de ville historiques (Av. Marne, Av. Carnot, Av. de Chabeuil, Rue Faventines, Rue des Alpes, Rue du Pont du Gât et Av. Victor Hugo). Les délimitations correspondent à des ruptures visuelles et/ou paysagères au niveau des axes.

Sur la partie Est, il convient de noter l'intégration de la cité des Officiers et le Clos Genest / Villa Margot, marqueurs historiques et patrimoniaux forts des faubourgs. De même, le secteur autour de la Place de la Paix, pour sa composition urbaine, trouve place dans la proposition. Sur la partie Sud, il est proposé de limiter le périmètre au niveau des rues de la Cécile et de l'Espérance, constituant une rupture dans la composition architecturale de l'Avenue Victor Hugo. Enfin, sur la partie Ouest, la combinaison du Parc des Trinitaires, des terrasses et de l'accroche du Parc Jouvet, prolongées par la Basse Ville, justifient la délimitation.

3. Suite à donner à la proposition de périmètre

Si la Ville peut proposer un périmètre de protection, il appartient ensuite à l'Etat de créer le SPR. Ainsi, la proposition de servitude présentée en annexe fera l'objet d'une audition en Commission Nationale du Patrimoine et de l'Architecture. Elle sera ensuite soumise en enquête publique durant l'année 2022 avant validation par le Ministère de la Culture.

Deux conséquences notables suivront la création du périmètre :

- Tous les travaux impactant l'aspect extérieur des immeubles bâtis seront soumis à autorisation préalable de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF). A noter que tant que la procédure de rédaction de la réglementation dédiée au SPR ne sera pas achevée, seul le règlement du PLU s'appliquera.

- Les travaux de rénovation pourront, dans certains cas, donner droit à des avantages fiscaux, dispositif Malraux, ou des subventions complémentaires, notamment via la labellisation « Fondation du Patrimoine »

Cette délibération a pour but d'acter le périmètre de SPR qui sera proposé en Commission Nationale du Patrimoine et de l'Architecture.

En conséquence et après consultation de ses commissions compétentes, le Conseil Municipal décide :

- De proposer le périmètre de Site Patrimonial Remarquable tel qu'annexé à la présente délibération à la Commission Nationale du Patrimoine et de l'Architecture ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Est annexé à la présente délibération le document suivant :

- Plan du périmètre de Site Patrimonial Remarquable

Délibération adoptée à l'unanimité.

Envoyé en préfecture le 29/11/2021
Reçu en préfecture le 29/11/2021
Affiché le
ID : 026-212603625-20211129-20211122_18-DE

Votant pour : 45
Monsieur Nicolas DARAGON, Madame Véronique PUGEAT, Monsieur Franck SOULIGNAC, Madame Annie-Paule TENNERONI, Monsieur Lionel BRARD, Madame Nathalie ILIOZER, Monsieur Laurent MONNET, Madame Cécile PAULET, Monsieur Pierre-Olivier MAHAUX, Madame Kérha AMIRI, Monsieur Franck DIRATZONIAN-DAUMAS, Madame Marie-Françoise PASCAL, Monsieur Sylvain FAURIEL, Madame Peggy OBERT, Monsieur Renaud POUTOT, Madame Laurence DALLARD, Monsieur Georges RASTKLAN, Madame Morgane SAILLOUR, Monsieur Adem BENCHELLOUG, Madame Martine PERALDE, Madame Adeline TERRAIL, Madame Anne JUNG, Monsieur Jean-Luc CHAUMONT, Madame Nancie MASSIN, Monsieur Thomas BLACHE, Madame Michèle RAVELLI, Monsieur Claude CALANDRE, Madame Marie-Josée SEGUIN, Monsieur Pierre BREDEAU, Madame Virginie RIOLI, Monsieur Dominique REYNAUD, Madame Gayanée MARKARIAN, Madame Marie BALSAN, Monsieur Alexandre DESPESSE, Madame Déborah REYNAUD, Monsieur Mactar SENE, Madame Monica FERREIRA DA SILVA, Monsieur Bruno CHAFFOIS, Madame Virginie THIBAUDEAU, Monsieur Louis PENOT, Madame Céline LUCAS, Madame Annie ROCHE, Monsieur Florent MEJEAN, Madame Manon BELDA, Monsieur Bruno CASARI

Votant contre : 0

S'abstenant : 3
Monsieur Jean-François GALLAND, Madame Malika KARA LAOUAR, Monsieur Jimmy LEVACHER

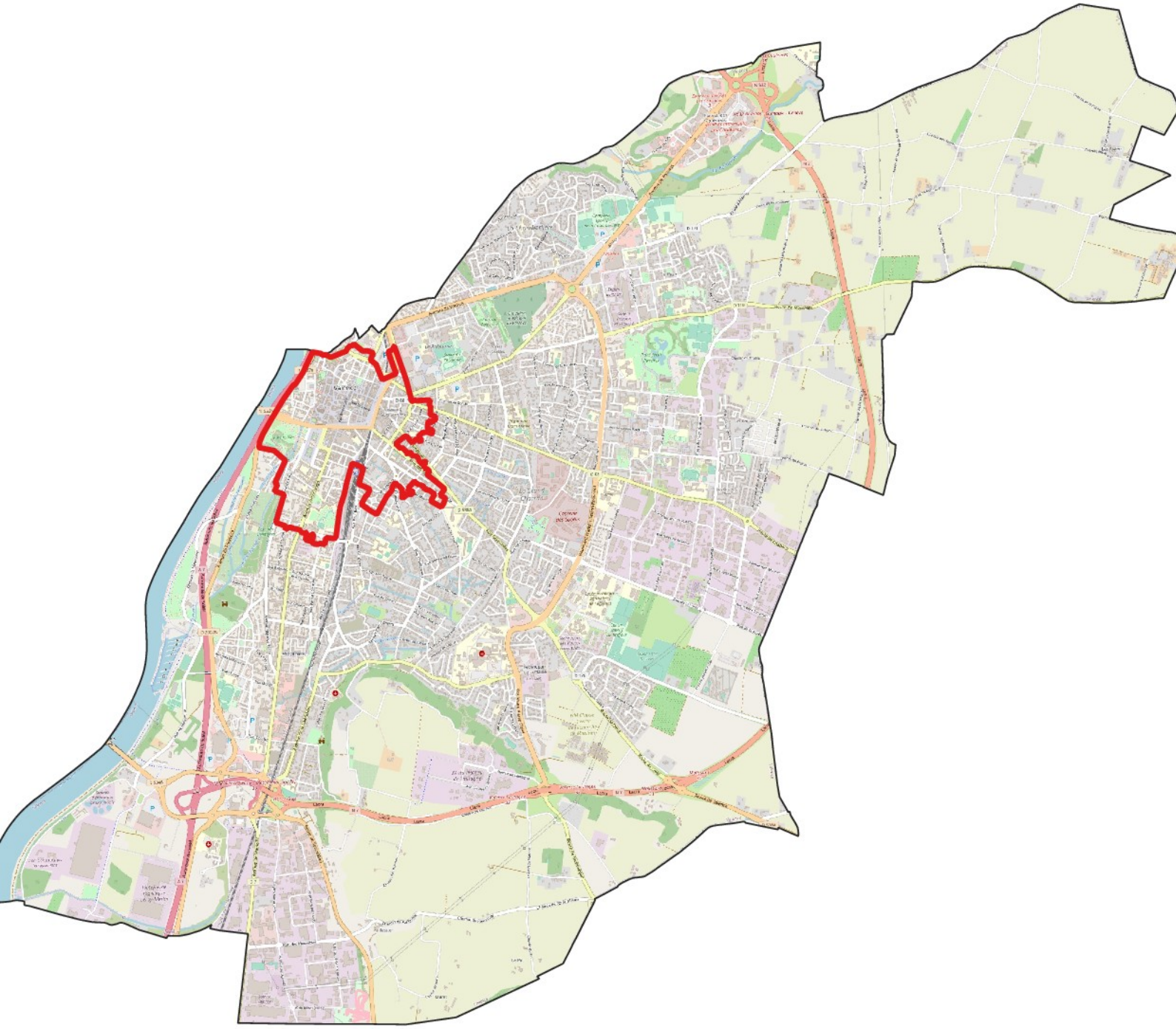
« Et ont les délibérants signé »

Publié le : 29 novembre 2021	**Pour extrait certifié conforme** **Par délégation du Maire,** **La Directrice Générale Adjointe,**  **Véronique DEBEAUMONT**

Projet de périmètre de Site Patrimonial Remarquable

Ville de Valence - Novembre 2021

Envoyé en préfecture le 29/11/2021
Reçu en préfecture le 29/11/2021
Affiché le
ID : 026-212603625-20211129-20211122_18-DE



0 750 1500 m

Envoyé en préfecture le 29/11/2021
Reçu en préfecture le 29/11/2021
Affiché le
ID : 026-212603625-20211129-20211122_18-DE

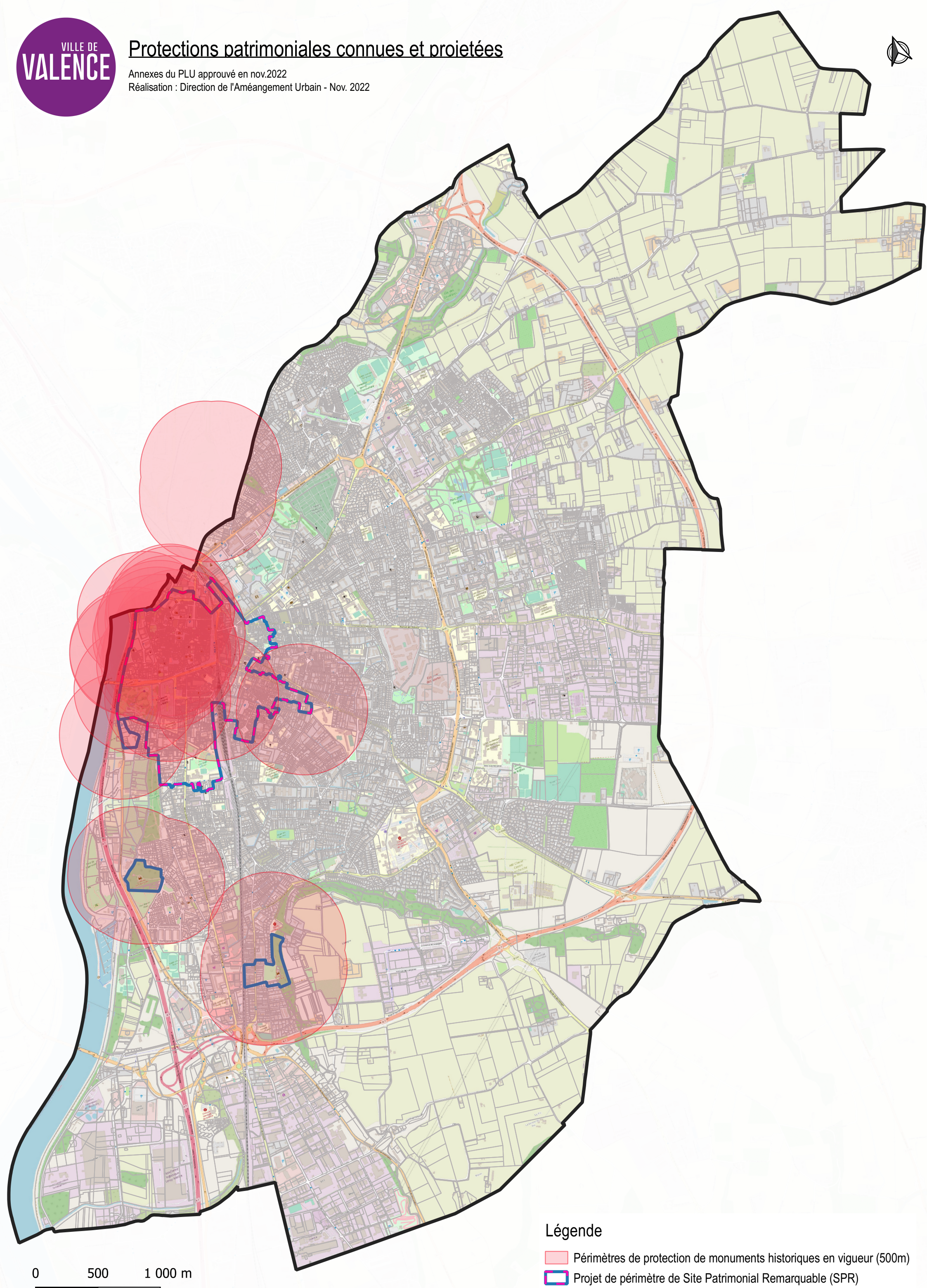
Projet de périmètre de Site Patrimonial Remarquable

Ville de Valence - Novembre 2021



Protections patrimoniales connues et projetées

Annexes du PLU approuvé en nov.2022
Réalisation : Direction de l'Aménagement Urbain - Nov. 2022



Légende

- Périmètres de protection de monuments historiques en vigueur (500m)
- Projet de périmètre de Site Patrimonial Remarquable (SPR)
- Projet de périmètres délimités des abords (PDA)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

Direction régionale des affaires culturelles
Service Régional de l'Archéologie
04 72 00 44 50
Affaire suivie par : Joëlle Tardieu
joelle.tardieu@culture.gouv.fr

30 JAN. 2006

Arrêté n° 06.055

Objet : Zone archéologique de saisine sur les dossiers d'urbanisme
Commune de Valence (26)

Le Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'honneur

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V ;

Vu le décret n° 2004-490 du 13 juin 2004, relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, notamment ses articles 1er, 4 à 8 et 17 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 121-1, L. 421-2-4 ; R.315-11 ; R.315-29 ; R. 421-38-10-1 ; R.421-9 ; R.430-5 ; R.442-3-1 et R.442-4-2 ;

Vu l'avis favorable de la Commission interrégionale de la recherche archéologique Centre-Est en date du 5 juillet 2005 ;

Considérant l'importance du patrimoine archéologique recensé par la Carte archéologique nationale sur la commune de Valence, en particulier les vestiges de la *Colonia Valencia* antique, ainsi que ceux de l'évêché du Haut Moyen Age et de la ville médiévale,

ARRÊTE

Article 1er

Sur le territoire de la commune de Valence sont délimitées seize zones dans le périmètre desquelles les projets d'aménagement affectant le sous-sol pourront faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

Ces zones sont délimitées et identifiées sur le plan, et décrite sur la notice de présentation, annexés au présent arrêté.

Article 2

Tous les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou travaux divers, d'autorisation de lotir situés dans les zones déterminées à l'article 1er du présent arrêté sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à la réalisation de l'opération d'urbanisme ou d'aménagement faisant l'objet de la demande. Il en est de même pour les décisions de réalisation de zones d'aménagement concertées situées dans les zones déterminées à l'article 1er du présent arrêté.

Les dossiers et décisions mentionnés à l'alinéa précédent sont transmis aux services de la Préfecture de région (Direction régionale des affaires culturelles – Service régional de l'archéologie, 6 quai Saint-Vincent, 69283 LYON cedex 01) afin que puissent être prescrites des mesures d'archéologie préventive dans les conditions définies par le décret n°2004-490du 3 juin 2004 susvisé.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Drôme et notifié au maire de Valence qui procèdera à son affichage pendant un mois en mairie à compter de sa réception.

Article 4

L'arrêté et ses annexes (plan délimitant les zones et notice de présentation) seront tenus à disposition du public à la mairie de Valence et à la Préfecture de la Drôme.

Article 5

Les zones déterminées à l'article premier du présent arrêté se substituent aux zones archéologiques de consultation sur les documents d'urbanisme lorsque celles-ci ont été précédemment définies.

Article 6

La réalisation des travaux, objets des demandes d'autorisation d'urbanisme mentionnées à l'article 2 du présent arrêté, est subordonnée à l'accomplissement de mesures d'archéologie préventive, lorsqu'elles sont prescrites. Dans ce cas, les décisions d'autorisation d'urbanisme indiquent que l'exécution de ces prescriptions est un préalable à la réalisation des travaux autorisés.

Article 7

Le Directeur régional des affaires culturelles, le préfet du département de la Drôme et le maire de la commune de Valence sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 30 JAN. 2006

Pour le Préfet de la Région Rhône-Alpes
et du département du Rhône
par délégation,
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales

Hervé BOUCHAERT

PLAN LOCAL D'URBANISME

VALENCE - DROME

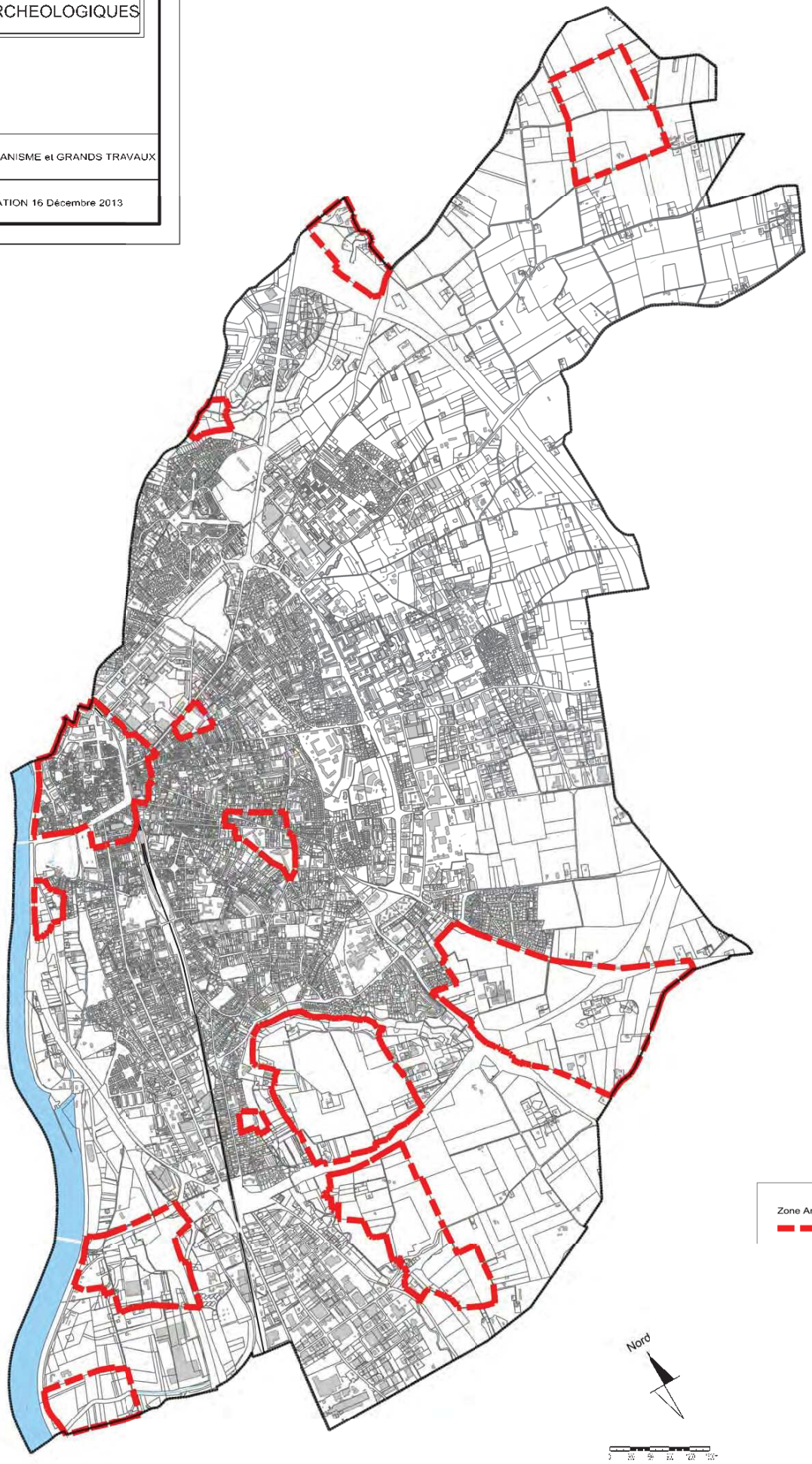
PLAN DES ENTITES ARCHEOLOGIQUES

Valence

DIRECTION URBANISME et GRANDS TRAVAUX

ECHELLE	1/30000
DATE	Novembre 2013

APPROBATION 16 Décembre 2013



Le patrimoine archéologique de la commune de Valence (Drôme)
Mai 2020

Principes

Protection de l'environnement et du patrimoine culturel (article L.101-2 du code de l'urbanisme).
Détection, conservation et sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement (article L. 521-1 et suivants du code du patrimoine).

Socle juridique

La protection et l'étude du patrimoine archéologique, ainsi que l'organisation de la recherche archéologique relèvent du livre V du code du patrimoine relatif à l'archéologie et notamment de ses titres II et III (archéologie préventive, fouilles archéologiques programmées et découvertes fortuites).
La recherche archéologique est placée sous le contrôle de l'État. Cette recherche est qualifiée de préventive dès lors que la mise en œuvre d'opérations archéologiques est rendue nécessaire par la réalisation d'aménagements ou de travaux portant atteinte au sous-sol ou susceptibles de générer une telle atteinte.
L'article L. 521-1 du code du patrimoine précise que l'archéologie préventive relève de missions de service public. À ce titre, l'article L. 522-1 de ce même code énonce notamment que « *L'État veille à la conciliation des exigences respectives de la recherche scientifique, de la conservation du patrimoine et du développement économique et social* ».
D'autre part, s'applique la réglementation relative aux découvertes fortuites susceptibles de présenter un caractère archéologique (article L. 531-14 du code du patrimoine), à savoir déclarer la découverte en mairie et au service régional de l'archéologie.

- *Les zones de présomption de prescription*

Pour satisfaire le double objectif de sauvegarde et d'étude du patrimoine archéologique dans le cadre des travaux d'aménagements et de constructions, l'article L. 522-5 énonce, dans son deuxième alinéa, que « *dans le cadre de l'établissement de la carte archéologique, l'État peut définir des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation* ».
Ces zones de présomption de prescription archéologique, délimitées par arrêté du préfet de région, ont vocation à figurer dans les annexes du PLU et à être mentionnées dans le rapport de présentation et à être représentées sur les documents graphiques, dans le cadre de l'article R. 151-34 2° du code de l'urbanisme.

- *Les informations archéologiques géo-référencées par la carte archéologique nationale*

La carte archéologique nationale (base de données PATRIARCHE) rassemble toutes les données disponibles sur la présence de sites ou de vestiges archéologiques sur le territoire national.
En fonction de ces données, les PLU peuvent classer certaines zones archéologiques en zones N (article R. 151-24 du code de l'urbanisme), et le document graphique peut délimiter ces secteurs (article R. 151-34 2° de ce même code), permettant ainsi de protéger un sous-sol non exploré ou sauvegarder des vestiges déjà mis au jour.
En outre, les articles R. 151- 30 et 33 du code de l'urbanisme permettent de limiter, voire d'interdire, toute occupation du sol qui serait incompatible avec la conservation du patrimoine archéologique repéré par la carte archéologique nationale.

- *Consultation directe du préfet de région par l'autorité compétente pour délivrer les autorisations d'urbanisme*

En dehors des zones de présomption de prescription archéologique (voir le point ci-avant), l'autorité compétente pour autoriser les aménagements, ouvrages, constructions soumis à permis ou pour recevoir les déclarations préalables peut décider, de sa propre initiative, de saisir le préfet de région (DRAC – service régional de l'archéologie), au vu des informations issues de la carte archéologique (voir le point ci-dessus) dont elles ont connaissance, ou qui lui ont été communiquées lors du porter-à-connaissance à l'occasion de l'élaboration ou la révision du document d'urbanisme.

Application au territoire

Sur le territoire de cette commune, la carte archéologique nationale répertorie actuellement les sites ou indices de sites archéologiques suivants :

numéro de l'EA	Nom / Lieu-dit / Description de l'Entité Archéologique
26 037 0003	Voie des Alpes / Par Pont de Quart, Clairac et Laye / voie / Gallo-romain
26 058 0026	Voie d'Agrippa / De Châteauneuf-sur-Isère à Valence, par le Valentin / voie / République - Bas-empire
26 197 0027	Les Clos / axe cadastral / Gallo-romain
26 252 0025	Voie d'Agrippa / De Valence vers Etoile-sur-Rhône / voie / République - Bas-empire
26 362 0001	Valence 1 / Paillassier sud / Néolithique final - Age du bronze ancien / indice d'occupation
26 362 0002	Valence 2 / Paillassier nord / Néolithique final - Age du bronze ancien / indices d'occupation
26 362 0003	Salle des Fêtes / Rue Farnerie / République / foyer, sol d'occupation, cour
26 362 0004	Avenue Tricastin et rue Pêcherie / maison / Gallo-romain
26 362 0005	Palais Episcopal / Place des Ormeaux / évêché / palais / Bas moyen-âge - Epoque moderne
26 362 0006	Place de l'Université / maison / égout / Haut-empire
26 362 0007	Quartier Latour-Maubourg / Avenue de Romans / drain / Gallo-romain ?
26 362 0008	Hôtel Luxembourg / 21 faubourg Saint-Jacques / Bas-empire / bassin
26 362 0009	4 rue Barneron / coffre funéraire / Bas-empire
26 362 0010	Préfecture (Cardo maximus) / Boulevard Vauban / rue / axe cadastral / Haut-empire - Bas-empire
26 362 0011	Préfecture (Decumanus secondaire) / Boulevard Vauban / rue / axe cadastral / Haut-empire - Bas-empire
26 362 0012	Fossé intérieur / Ville Haute, Vieille Ville / défense / Moyen-âge
26 362 0013	Plateau de Lautagne / défense / habitat / République
26 362 0014	Parking Chalamet-Balzac / Rue Balzac / défense ? / chemin ? / Haut-empire
26 362 0015	Champ de manoeuvres / Le Polygone / église / commanderie / Moyen-âge classique
26 362 0016	Château de Murat / maison forte / Epoque moderne
26 362 0017	Café de la Bastille / Angle Grande Rue et rue de l'Hôtel de Ville / Haut-empire / mosaïque, colonne (élément de), sol d'occupation
26 362 0018	La Motte / Chemin de la Motte / nécropole / Gallo-romain
26 362 0019	Ancienne Maison Lentheaume et ancien Hôtel Sieyes / Place Belat, rue de l'Equerre / égout / Gallo-romain
26 362 0020	La Belle Meunière / eau et hydraulique / Moyen-âge classique
26 362 0021	Château de Plovier / Château de Plovier / château fort / Moyen-âge classique
26 362 0022	CDDP / Rue de la Manutention / Gallo-romain / indice d'occupation
26 362 0023	Hors des remparts de la Vieille Ville / nécropole / Bas-empire
26 362 0024	Bâtiment de la DDE / Côte des Chapeliers et place Laennec / amphithéâtre / Gallo-romain
26 362 0025	Boulevard Bancel / enceinte urbaine / Gallo-romain
26 362 0027	Ancienne Chapelle des Cordeliers / 2 rue André Lacroix / couvent / chapelle / Epoque moderne
26 362 0028	Couvent de Dominicains / Préfecture / couvent / Moyen-âge classique
26 362 0029	Portail de la Porte Saunière / 29 avenue Gambetta / stèle funéraire / Gallo-romain

Notice – Protections patrimoniales

A jour de novembre 2022

Les principales protections patrimoniales concernent à ce jour les périmètres légaux de protection de monuments historiques (500 m depuis le bâtiment protégé) conformément à l'article L621-30 du Code du patrimoine.

Pour rappel, à l'intérieur de ces périmètres, l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France constitue un préalable indispensable. En cas de co-visibilité avec le monument historique, l'avis sera conforme, sinon il sera simple.

Deux procédures sont en cours et visent à modeler les protections patrimoniales :

- Création d'un site patrimonial remarquable (SPR),
- Elaboration des périmètres délimités des abords (PDA).

Ces procédures nécessitent une enquête publique avant approbation. Cette dernière ne pourra intervenir qu'après avis de la Commission Nationale du Patrimoine et de l'Architecture (1e semestre 2023).

Les délibérations proposant les périmètres de SPR et de PDA sont intégrées pour information dans les présentes annexes au PLU.